

# ETAT DES LIEUX DES PRATIQUES SUR LES ÉTATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES

juin 2019



Direction des affaires comptables



## Contexte et objectif

Les états financiers semestriels constituent une **étape importante dans la communication d'une société cotée**. Ces états financiers fournissent à la fois une **mise à jour** de l'information présentée dans le rapport annuel précédent, et permettent d'appréhender la capacité de l'entité à générer des bénéfices et des flux de trésorerie, ainsi que sa situation financière et sa liquidité.

La norme IAS 34 - Information financière intermédiaire détermine le contenu des états financiers intermédiaires, ainsi que les principes de reconnaissance et d'évaluation utilisés dans ce cadre. D'autres informations que celles requises par la norme IAS 34 peuvent également être présentées dans les comptes intermédiaires.

Notre étude vise à établir un **état des lieux des pratiques** d'un échantillon de sociétés, en matière de présentation et de contenu des états financiers intermédiaires. Elle s'appuie sur les informations financières semestrielles 2018 et annuelles 2017 publiées par un échantillon de sociétés (les états financiers, les rapports des commissaires aux comptes (CAC) le cas échéant, les communiqués, les rapports de gestion).



## Démarche

L'étude a porté sur les comptes semestriels 2018\* de 93 sociétés industrielles et commerciales cotées :

- 67 sociétés françaises, comprenant le CAC 40, du NEXT 20 et quelques PME (capitalisation entre 150 M€ et 119 Md€) représentatives de la répartition sectorielle du CAC 40.
- 26 sociétés européennes, dont l'échantillon a été élaboré afin d'obtenir une représentativité sectorielle et une capitalisation moyenne proches du CAC 40.



Ce document présente les **principaux constats** ressortant de cet état des lieux et des **exemples** d'informations présentées par certaines sociétés. Ces exemples sont spécifiques et ne doivent pas être perçus comme une liste limitative de bonnes pratiques reconnues par le régulateur de marché.

\*Comptes au 30 juin 2018 ou équivalents pour les sociétés en clôture décalée

# Principaux constats (1/4)



## 1. Des états financiers semestriels « condensés »

La **quasi-totalité** des sociétés (89%) de l'échantillon ont présenté des états financiers semestriels qu'elles ont qualifiés de **condensés** et qu'elles ont indiqués être **conformes à la norme IAS 34** (97%).



## 2. Revue par les auditeurs des états financiers semestriels

Dans un contexte où tous les pays européens n'imposent pas un audit ou une revue limitée des états financiers semestriels par le(s) commissaire(s) aux comptes, certaines sociétés ont indiqué explicitement **le statut des comptes** à cet égard.

Il ne semble pas y avoir de lien fort entre le fait qu'une thématique ait constitué un point-clé de l'audit dans le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés annuels précédents, et la présentation d'une information spécifique à ce sujet dans les comptes semestriels.



## 3. Etats financiers primaires

Quelques sociétés de l'échantillon ont choisi d'**agréger des lignes de leurs états primaires semestriels** (entre 8% et 24%).

Le **niveau d'agrégation retenu** fait appel au jugement de chaque société. Cette agrégation semble pertinente lorsqu'il n'y a pas de mouvement significatif au sein des différentes lignes agrégées et qu'elle n'obscurcit pas les composantes et variations des indicateurs clés de la période intermédiaire.



### 4. Nouvelles normes, nouveaux textes applicables

Les **modifications de principes comptables** effectuées doivent être présentées dans les comptes semestriels.

Les pratiques observées en matière d'informations relatives à la première application d'IFRS 15 comprennent :

- la présentation **des effets chiffrés** de la norme (60%), désagrégée **par sujet** et accompagnée **d'explications narratives** sur les analyses menées pour certains,
- la **mise à jour des principes comptables** en décrivant les **particularités** de l'activité et des contrats de la société y compris pour les sociétés indiquant n'être pas significativement impactées,
- la présentation des **jugements mis en œuvre** dans l'application de la norme.

S'agissant de l'application des **amendements de textes, des interprétations ou décisions de l'IFRS IC** applicables pour la première fois, 46% des sociétés ont précisé l'absence d'effets significatifs de certains de ces textes, et d'autres plus rares ont expliqué l'analyse ayant conduit à une telle conclusion. Ces informations constituent un éclairage utile, notamment lorsque les opérations ou les activités de la société pourraient laisser penser qu'elle est concernée par ces textes.



### 5. Cohérence des états financiers avec les autres supports de communication


IAS 34 demande d'expliquer les **événements ou transactions significatifs** afin que les lecteurs comprennent les changements dans les situation et performance financières de l'entité depuis la clôture annuelle précédente.


Pour la majorité des sociétés de l'échantillon, l'exhaustivité des événements significatifs évoqués dans les communiqués de la période intermédiaire, ou dans les événements post-clôture des comptes annuels précédents, est développée dans les états financiers semestriels (et vice-versa).

Un tel lien semble important et permet une **cohérence d'ensemble** de la communication financière des sociétés.



## 6. Présentation des informations requises par IAS 34

Les **informations sectorielles** ou les **variations de l'endettement** sont présentées par la quasi-totalité des sociétés. D'autres informations telles que les regroupements d'entreprises (IFRS 3) ou la juste valeur des instruments financiers (IFRS 13), ont été moins souvent fournies ou partiellement présentées (respectivement indiquées pour 45% et 52% des sociétés de l'échantillon). 

La moitié des sociétés ont communiqué sur l'existence (39%) ou l'absence de saisonnalité (11%). En cas de saisonnalité indiquée, peu de sociétés ont précisé ses effets sur leurs opérations. 

La nouvelle disposition d'IFRS 15 sur la **ventilation du chiffre d'affaires**, applicable pour la première fois dans les comptes semestriels a amené 36% des sociétés à compléter ou à modifier l'information précédemment présentée.

Ces pratiques en matière de présentation d'informations par les sociétés peuvent s'expliquer par la volonté louable de mettre en avant des éléments jugés pertinents, au-delà d'un simple exercice de conformité aux textes.


 Des exemples illustratifs d'informations fournies par les sociétés de l'échantillon sur certaines thématiques sont présentés dans les sections 1 à 10 de ce document.



## 7. Informations additionnelles volontaires

Certaines sociétés ont **complété les informations minimum d'IAS 34** par la présentation : 

- Dans les états primaires, d'une **période comparative** complémentaire (entre 30 et 40% selon l'état), **ou des résultats par action additionnels** en cas d'activités abandonnées (89%);
- En annexe, d'une **information sectorielle complète** dans la continuité de la présentation de la performance annuelle, ou d'informations spécifiques sur les participations mises en équivalence (41%) ou encore les intérêts minoritaires (15%).

Par ailleurs, des explications sur les autres éléments significatifs de la période ont été présentées par certaines sociétés avec un niveau de détails quasi-équivalent à ce qu'elles fournissaient à l'annuel (par exemple sur les hypothèses et analyses de sensibilité au titre des évaluations de goodwill ou d'incorporels). 



## 8. Approche de matérialité

**La matérialité s'apprécie par rapport aux données financières de la période intermédiaire.**

Certaines sociétés ne semblent pas faire de lien systématique entre la significativité des mouvements de la période intermédiaire et la présentation ou non d'une information y afférente. Dans certains cas, des informations ont été fournies sur des éléments qui semblaient non significatifs de par leur poids ou leur variation au contexte de la période intermédiaire (exemple : retraites, immobilisations). Dans d'autres cas, certaines informations n'étaient pas présentées, même en cas de poids ou de variation significatifs des éléments sur la période (exemple : variation des immobilisations, stocks, autres éléments inhabituels, etc.).


Ces observations amènent à s'interroger sur l'appréciation de la matérialité à chaque arrêté. Cette matérialité s'apprécie de manière qualitative et quantitative.

L'adaptation de l'information permet de se focaliser sur les éléments significatifs de la période et ne pas obscurcir les comptes par des informations non matérielles.



## 9. Lisibilité et présentation des états financiers semestriels

La majorité des sociétés françaises de l'échantillon ayant mis en œuvre les principes du **guide AMF sur la pertinence, cohérence et lisibilité des annexes\*** dans leurs comptes annuels 2017, les ont également appliqués dans leurs comptes semestriels 2018.

La **lisibilité et la navigation** dans les comptes intermédiaires étaient **facilités** lorsqu'étaient présentés : 

- des références dans les lignes des états primaires vers les notes annexes correspondantes,
- un sommaire détaillé des notes annexes,
- des renvois explicites vers d'autres documents, en cas d'incorporation d'informations par référence (IAS 34 autorise l'incorporation par référence sur davantage de sujets que ce qui est permis pour les comptes annuels).

*[\\*Le guide est disponible sur le site de l'AMF](#)*

<b>1. Forme et lisibilité des états financiers semestriels.....</b>	<b>8</b>
<b>2. Présentation des états primaires.....</b>	<b>12</b>
<b>3. Principes comptables, jugements et estimations.....</b>	<b>16</b>
<b>4. Notes annexes.....</b>	<b>22</b>
<b>5. Evènements significatifs.....</b>	<b>24</b>
<b>6. Présentation de la performance.....</b>	<b>28</b>
<b>7. Financement.....</b>	<b>33</b>
<b>8. Regroupements d'entreprises et autres participations.....</b>	<b>38</b>
<b>9. Investissements, évaluation d'actifs.....</b>	<b>42</b>
<b>10. Autres informations.....</b>	<b>46</b>

# FORME ET LISIBILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS SEMESTRIELS



1



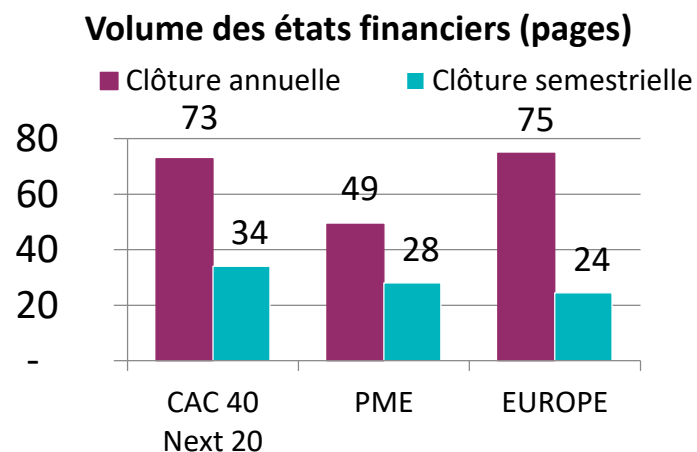
# 1. Forme et lisibilité des états financiers semestriels

## ➤ *Etats financiers « résumés » ou « condensés »*

- ✓ La quasi-totalité des sociétés (89%) de l'échantillon ont présenté des états financiers semestriels qu'elles ont qualifiés de « condensés » ou « résumés », présentant ainsi une sélection de notes annexes en complément des états financiers primaires (IAS 34 § 8).

## ➤ *Volume des états financiers semestriels*

- ✓ Ces états financiers semestriels représentent en moyenne 45% du volume des comptes annuels de notre échantillon.



## ➤ *Audit ou revue limitée des comptes semestriels*

- ✓ Une revue limitée des comptes semestriels par les commissaires aux comptes est requise pour les sociétés françaises cotées sur un marché réglementé.
- ✓ Cette disposition n'existe pas à l'identique dans certains pays européens : les rapports financiers semestriels de 38% des sociétés européennes de notre échantillon n'incluaient ainsi pas de rapport de revue limitée du ou des CAC.
- ✓ Quelques sociétés indiquent explicitement dès les états primaires que ces comptes sont non audités.

❖ **Les états financiers semestriels sont quasiment toujours des états financiers résumés et représentent en moyenne la moitié du volume des états financiers annuels.**

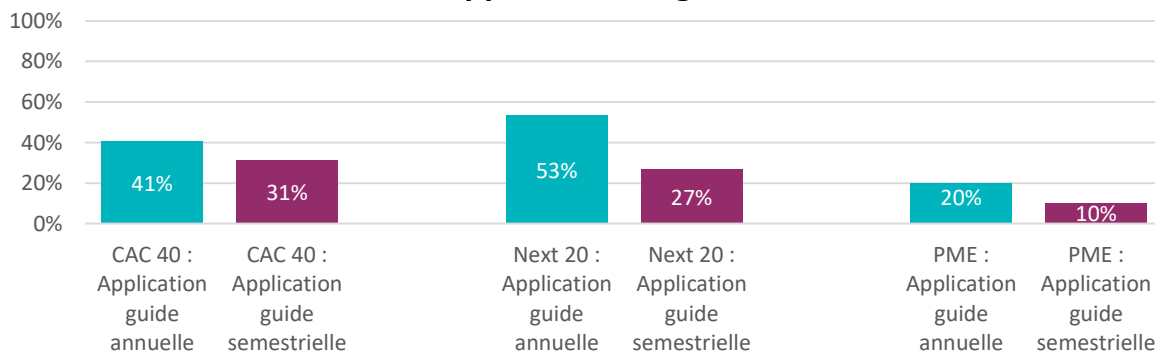
❖ **Quelques sociétés indiquent explicitement dès les états primaires la revue ou non des CAC dans un contexte où les obligations sont différentes selon les pays.**

# 1. Lisibilité des états financiers semestriels

## ➤ Application du guide AMF par les sociétés françaises de l'échantillon

- ✓ Le guide AMF publié en juin 2015 propose des axes de réflexions pour améliorer la pertinence, cohérence et lisibilité des annexes, et préconise par exemple :
  - Une nouvelle présentation des principes comptables
  - Une approche visuelle (graphiques, icônes, références)
  - Une réorganisation des notes par thème
  - Une présentation et explication des agrégats financiers clés (BFR, dette nette...)
  - Un lien renforcé entre les comptes et la communication financière
- ✓ Sur les 67 sociétés françaises composant l'échantillon,
  - 37% appliquaient le guide lors de leur précédente clôture annuelle
  - Parmi celles-ci, 64% l'appliquent aussi aux comptes semestriels
  - Aucune société n'a mis en œuvre le guide lors de la clôture semestrielle pour la première fois

Taux d'application du guide AMF



## ➤ Lisibilité et navigation dans les comptes

- ✓ IAS 34 autorise la présentation de certaines informations dans un autre document que les comptes.
- ✓ Les renvois fréquemment observés dans les comptes semestriels sont :
  - Vers les comptes annuels précédents pour les principes comptables, les litiges et procédures en cours,
  - Vers le rapport annuel ou le document de référence annuel précédent pour les risques et incertitudes,
  - Vers d'autres documents pour les caractéristiques d'instruments financiers émis ou les informations relatives aux dividendes.
- ❖ Des renvois précis vers d'autres documents évitent de dupliquer des informations. IAS 34 précise l'importance d'explicitier le renvoi (effectuer des références) et de s'assurer que le document auquel le lecteur est renvoyé est consultable aux mêmes conditions et en même temps que les états financiers intermédiaires.
- ❖ La lisibilité et la navigation dans les états financiers semestriels sont facilitées lorsque les sociétés présentent des références dans les lignes des états primaires vers les notes annexes correspondantes ainsi qu'un sommaire détaillé des notes annexes.

# 1. Lisibilité des états financiers semestriels : exemples

## Exemples de renvois, avec mention de l'absence d'évolution des éléments (1) ou mention des évolutions intervenues sur la période intermédiaire (2)

1 Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2018 sont ceux décrits à la section 1 « Facteurs de risques » du chapitre 7 du document de référence 2017 du 19 mars 2018 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.18-0146 (le « Document de Référence 2017 »).

Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2018.

Saint-Gobain, rapport financier semestriel 2018, p 26

2 Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et procédures au titre de la concurrence avec des tiers ou avec des autorités judiciaires et/ou administratives (y compris fiscales).

Le montant des provisions pour litiges au 30 juin 2018 s'élève à 654 millions d'euros contre 703 millions d'euros au 31 décembre 2017 <sup>(1)</sup>.

Les contentieux et enquêtes sont détaillés dans la Note 26 des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2017. Ceux qui ont connu une évolution au cours du premier semestre 2018 sont présentés ci-après.

Engie, rapport financier semestriel 2018, p 81

Exemple de sommaire détaillé des annexes semestriels, mettant en évidence les principaux changements et éléments jugés importants par la société (3)

## 2.2 Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés

<b>Note 1. Principes comptables</b>	<b>22</b>
Note 1.1. Base de préparation	22
Note 1.2. Référentiel comptable appliqué	22
Note 1.3. Impacts liés à la première application des normes IFRS 15 et IFRS 9	23
<b>Note 2. Finalisation de la comptabilisation d'acquisition de The WhiteWave Foods Company</b>	<b>29</b>
Note 2.1 Détermination du Goodwill définitif	29
Note 2.2 Allocation du Goodwill définitif	29
<b>Note 3. Sociétés consolidées par intégration globale</b>	<b>29</b>
Note 3.1. Principaux changements	29
Note 3.2. Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	30
<b>Note 4. Sociétés mises en équivalence</b>	<b>30</b>
Note 4.1. Principaux changements	30
Note 4.2. Cession d'une partie de la participation du Groupe dans Yakult	30
Note 4.3. Suivi de la valeur des Titres mis en équivalence	31
<b>Note 5. Éléments courants de l'activité opérationnelle</b>	<b>31</b>
Note 5.1. Principes généraux	31
Note 5.2. Secteurs opérationnels	32
<b>Note 6. Éléments et événements non-courants de l'activité opérationnelle</b>	<b>33</b>
Note 6.1 Autres produits et charges opérationnels du premier semestre 2018	33
Note 6.2. Impact du boycott au Maroc sur les produits Centrale Danone	33
Note 6.3 Autres produits et charges opérationnels du premier semestre 2017	34
<b>Note 7. Impôts</b>	<b>34</b>
<b>Note 8. Actifs incorporels : suivi de la valeur</b>	<b>35</b>
Note 8.1. Principes comptables et méthodologie	35
Note 8.2. Valeur nette comptable et variation de la période	35
Note 8.3. Suivi de la valeur	36
<b>Note 9. Financements et dette nette</b>	<b>36</b>
Note 9.1. Situation des financements	36
Note 9.2. Dette nette	36
<b>Note 10. Résultat par action – Part du Groupe</b>	<b>37</b>
Note 10.1. Résultat par action – Part du Groupe	37
Note 10.2. Paiement du dividende 2017 avec option de paiement en actions	37
<b>Note 11. Autres provisions et passifs non courants et Procédures judiciaires et d'arbitrage</b>	<b>38</b>
Note 11.1. Autres provisions et passifs non courants	38
Note 11.2. Procédures judiciaires et d'arbitrage	38
<b>Note 12. Principales transactions avec les parties liées</b>	<b>38</b>
<b>Note 13. Événements postérieurs à la clôture</b>	<b>38</b>

Danone, rapport financier semestriel 2018, p 21



# PRÉSENTATION DES ÉTATS PRIMAIRES



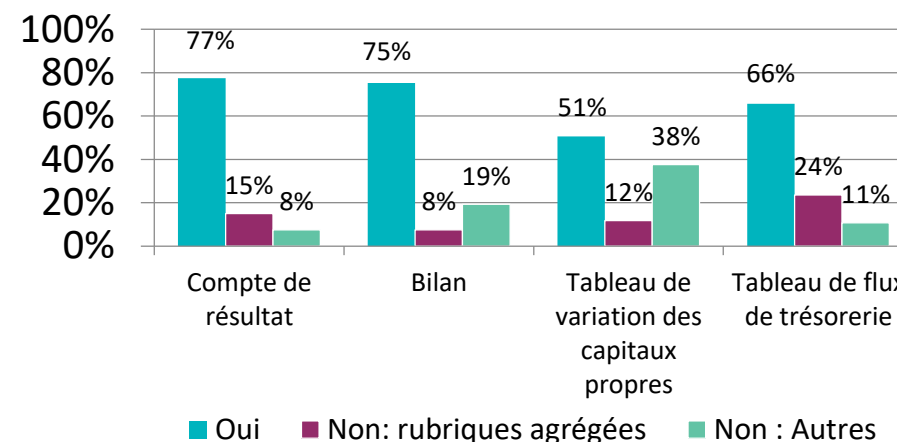
2

## 2. Présentation des états primaires : rubriques

### ➤ Rubriques des états primaires semestriels

- ✓ IAS 34 § 10 prévoit que les « états primaires résumés » doivent comporter au minimum chacune des rubriques et chacun des sous-totaux qui étaient présentés dans les états financiers annuels les plus récents.
- ✓ La majorité des sociétés de l'échantillon ont maintenu à l'identique les lignes et sous-totaux annuels dans leurs semestriels. Quelques sociétés ont néanmoins choisi d'agréger certaines lignes des états primaires (sans détails complémentaires en annexe), par exemple :
  - Au compte de résultat : produits et charges financiers, lignes de charges composant des coûts opérationnels.
  - Au bilan : ensemble des lignes d'actifs incorporels et corporels, ou certains éléments des actifs courants, les différentes composantes des capitaux propres.
  - Au tableau de flux de trésorerie : composantes de certains flux d'investissement ou de financement.
- ✓ L'agrégation de lignes semble être une pratique davantage européenne que française.
- ✓ Avec l'entrée en vigueur des nouvelles normes IFRS 15 et IFRS 9, quelques sociétés ont ajouté des lignes supplémentaires (eg. : actifs et passifs de contrats) dans les états primaires.

Les lignes et agrégats des états primaires annuels ont-ils été repris à l'identique dans les états primaires semestriels ?



- ❖ L'agrégation de lignes dans les états primaires, au contexte de comptes semestriels résumés ou condensés, s'explique lorsqu'il n'y a pas de mouvements significatifs au sein des différentes lignes concernées.
- ❖ Cette pratique pourrait être davantage questionnée lorsqu'elle porte sur des composantes et variations des indicateurs clés des états financiers ; d'autant plus lorsque l'agrégation porte sur les éléments du tableau de flux, particulièrement suivi par les analystes.

## 2. Présentation des états primaires : information comparative

### ➤ Périodes comparatives présentées

- ✓ IAS 34 § 20 demande de présenter une période comparative relative à :
  - à la clôture semestrielle de l'exercice précédent (i.e. 30/06/N-1) pour le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie et le tableau de variation des capitaux propres,
  - à la clôture annuelle précédente (i.e. 31/12/N-1) pour le bilan.
- ✓ Plus de 30% des sociétés ont choisi de fournir des périodes comparatives supplémentaires, au-delà de ce que requiert IAS 34 dans les états primaires.

Etats primaires	période courante	période comparative requise par IAS 34	période comparative complémentaire fournie	% de sociétés présentant cette période comparative complémentaire
Compte de résultat	30/06/N	30/06/N-1	31/12/N-1	30%
Bilan	30/06/N	31/12/N-1	30/06/N-1	30%
Tableau de flux de trésorerie	30/06/N	30/06/N-1	31/12/N-1	30%
Tableau de variation des capitaux propres	30/06/N	30/06/N-1	31/12/N-1	40%

- ✓ Les informations comparatives en annexe, chiffrées ou narratives, n'étaient pas fournies de façon systématique par quelques sociétés.

Exemple d'information comparative en annexe : information quantitative et narrative

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2018	1 <sup>er</sup> semestre 2017
Charges de restructuration <sup>(a)</sup>	(143)	(57)
Provisions et charges sur litiges <sup>(b)</sup>	(46)	(44)
Autres <sup>(c)</sup>	135	(65)
<b>Pertes et profits hors exploitation</b>	<b>(54)</b>	<b>(166)</b>
Dépréciations d'actifs et autres <sup>(d)</sup>	(285)	0
Autres charges opérationnelles <sup>(e)</sup>	(28)	(25)
<b>Autres charges opérationnelles et dépréciations d'actifs</b>	<b>(313)</b>	<b>(25)</b>
<b>Plus-values de cession des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>17</b>	<b>32</b>
<b>Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, frais d'acquisition de sociétés et compléments de prix</b>	<b>(296)</b>	<b>7</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(350)</b>	<b>(159)</b>

- <sup>(a)</sup> Au premier semestre 2018, les charges de restructuration sont composées notamment de 65 millions d'euros d'indemnités de départ (29 millions d'euros au premier semestre 2017) ;
- <sup>(b)</sup> En 2018 comme en 2017, les dotations et reprises de provisions et charges sur litiges détaillées et commentées en Note 8 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges », comprennent essentiellement la charge relative aux litiges amiante ;
- <sup>(c)</sup> Au premier semestre 2018, le poste « Autres » comprend notamment le produit exceptionnel lié à l'opération SWH/Sika et la charge relative aux litiges environnementaux. Au premier semestre 2017, ce poste comprenait notamment la charge relative aux litiges environnementaux et à la cyberattaque du 27 juin 2017 ;
- <sup>(d)</sup> Le poste « Dépréciations d'actifs et autres » comporte essentiellement les dépréciations sur les écarts d'acquisition et sur les immobilisations incorporelles et corporelles pour un montant de 267 millions d'euros au premier semestre 2018 (30 millions d'euros au premier semestre 2017), des frais d'acquisition et des ajustements de prix d'acquisition encourus lors des regroupements d'entreprises pour une charge nette de 18 millions d'euros au premier semestre 2018 (un produit net de 30 millions d'euros au premier semestre 2017) ;
- <sup>(e)</sup> En 2018 comme en 2017, les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement des moins-values de cession et des mises au rebut d'immobilisations.

Saint-Gobain, comptes consolidés au 30 juin 2018, p12

- ❖ La compréhension des états financiers est facilitée lorsqu'une cohérence est assurée entre les informations comparatives présentées dans les états primaires et celles présentées de façon chiffrée ou narrative dans les notes annexes.

## 2. Présentation des états financiers : résultat par action

Exemple d'information en annexe sur le résultat par action

- **Résultat par action**
- ✓ IAS 34 § 11 demande de présenter le résultat par action de base et dilué dans le compte de résultat semestriel.
- ✓ 90% des sociétés de l'échantillon présentent un résultat de base par action et un résultat dilué par action.
- ✓ La moitié des sociétés de l'échantillon présentent en outre une note annexe détaillant certains éléments de calcul de ces indicateurs, même si cette information n'est pas requise par IAS 34.
- ✓ 86% des sociétés de l'échantillon qui présentaient une ligne de « résultat d'activités abandonnées » au compte de résultat ont distingué leurs résultats par action pour la part relative aux activités poursuivies et aux activités abandonnées. Cette information est requise dans les comptes annuels (cf. IAS 33 § 68).
- ❖ La majorité des sociétés ont fourni davantage d'informations sur le résultat par action que ce que requiert IAS 34, reconnaissant l'intérêt des lecteurs pour cet indicateur clé de performance.

### Résultats utilisés pour le calcul des résultats par action

Les résultats utilisés pour le calcul des différents résultats par action sont les suivants :

- **Résultats retenus pour le calcul du résultat de base par action**

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
<b>Exercice clos au 30 juin</b>		
Résultat net - propriétaires de la société mère	(159)	450
Résultat net des activités poursuivies – propriétaires de la société mère	(159)	458
Résultat net des activités non poursuivies – propriétaires de la société mère	-	(8)
Coupons sur titres subordonnés	(12)	(12)
Résultat net de base - propriétaires de la société mère	(171)	438
Résultat net de base des activités poursuivies – propriétaires de la société mère	(171)	446
Résultat net de base des activités non poursuivies – propriétaires de la société mère	-	(8)

Les titres subordonnés étant considérés comme des actions préférentielles, les coupons sont intégrés dans le montant du résultat de base par action.

### Rapprochement du nombre d'actions utilisé pour le calcul des résultats par action

<b>Période du 1er janvier au 30 juin</b>	2018	2017
<b>Nombre moyen pondéré :</b>		
- d'actions ordinaires émises	428 634 035	300 219 278
- d'actions propres achetées dans le cadre des plans d'options d'achat	(1 116 420)	(1 116 420)
- d'autres actions propres achetées	(29 956)	(32 783)
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action</b>	<b>427 487 659</b>	<b>299 070 075</b>
Conversion des OCEANE	-	53 386 532
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>427 487 659</b>	<b>352 456 607</b>

Air France, rapport financier semestriel 2018, p 56

# PRINCIPES COMPTABLES, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS



3



### 3. Principes comptables

#### ➤ *Dispositions d'IAS 34*

- ✓ IAS 34 § 19 prévoit que si un rapport financier intermédiaire est établi selon les principes d'IAS 34, cela doit être indiqué.
- ✓ IAS 34 § 16 A(a) prévoit que les comptes semestriels soient établis selon les mêmes principes comptables que les derniers comptes annuels.
- ✓ En cas de changements de méthodes comptables (ex. application d'une nouvelle norme), IAS 34 demande que la nature et les effets des changements soient « décrits ». Les dispositions d'IAS 8 servent généralement de base de réflexion dans ce cadre.

#### ➤ *Déclaration de conformité dans les comptes semestriels des sociétés de l'échantillon*

- ✓ La quasi-totalité (97%) des sociétés de l'échantillon ont explicitement indiqué dans leurs comptes semestriels la conformité de ces derniers à la norme IAS 34.

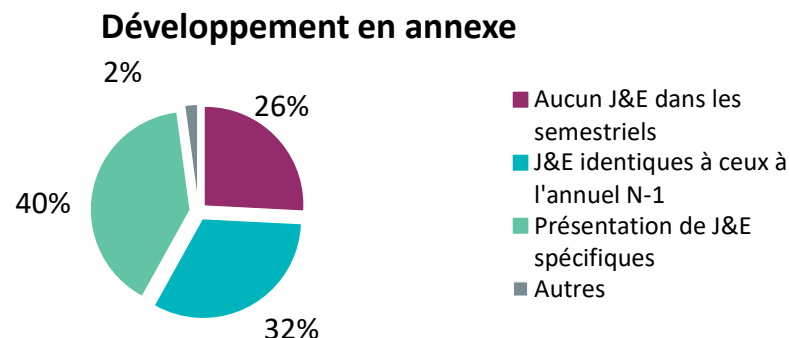
#### ➤ *Principes et méthodes comptables*

- ✓ La grande majorité des sociétés (89%) ont indiqué appliquer les mêmes principes comptables que dans les comptes annuels, à l'exception des normes nouvellement applicables sur la période.
- ✓ Outre l'application d'IFRS 9 et IFRS 15 (cf. ci-après), la moitié des sociétés de l'échantillon ont également commenté la première application d'autres textes (par exemple : amendements à IFRS 2 ou à IAS 40). Ces derniers n'ont eu aucun effet, ou des effets indiqués comme non significatifs, dans la quasi-totalité des cas (93%).
- ❖ La mention de la conformité à IAS 34 et surtout de la cohérence des principes comptables avec les derniers comptes annuels, comme le fait la quasi-totalité de l'échantillon, est utile au lecteur.
- ❖ S'agissant des nouvelles normes ou amendements de textes déjà applicables ou à venir, la précision de l'absence d'effets, comme l'ont fait un certain nombre de sociétés, peut apporter un éclairage complémentaire, notamment lorsque les opérations ou les activités de la société pourraient laisser penser qu'elles sont concernées.

### 3. Jugements et estimations

#### ➤ Jugements et estimations (J&E)

- ✓ IAS 34 § 41 reconnaît que la préparation des états financiers intermédiaires impose en général de recourir davantage à des méthodes d'estimations que celle des états financiers annuels, et fournit dans son annexe C des exemples d'utilisation d'estimations lors de périodes intermédiaires.



- ✓ Le nombre de thématiques indiquées comme ayant nécessité le recours à des jugements et estimations spécifiques varie de 1 à 6 (en moyenne : 2,19).
- ✓ Ces derniers concernent :
  - L'impôts sur les sociétés (30% des sociétés)
  - L'évaluation des provisions pour retraites et engagements assimilés (22%)
  - L'évaluation et dépréciation des goodwill et actifs immobilisés (6%)

- ✓ Lorsque les sociétés indiquent recourir à des jugements et estimations spécifiques pour l'établissement des comptes semestriels, ceux-ci sont décrits dans moins de la moitié des cas. L'exhaustivité de leurs descriptions semble impactée par leurs nombres : plus il y a de jugements et estimations indiqués, moins l'information est détaillée.

#### Exemple d'estimations spécifiques au semestre

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes semestriels du 30 juin 2018 sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés du 31 décembre 2017, à l'exception des points ci-dessous :

- Les rabais, remises et ristournes sont calculés au prorata des achats du semestre, sur la base du montant estimé pour l'exercice en fonction des volumes d'achats prévisionnels de fin d'année et des pratiques établies avec les fournisseurs.
- Les dépréciations de stock sont estimées selon une méthode statistique reposant sur des données historiques.
- Les intéressements, la participation et les primes de fin d'année sont calculés au prorata des performances du semestre, sur la base des montants estimés pour l'exercice.
- La charge d'impôt est calculée sur la base du taux moyen annuel d'impôt appliqué au résultat avant impôt.
- L'application des nouvelles normes présentées ci-dessous au paragraphe "Normes et interprétations applicables en 2018".

SAMSE, rapport financier du 1<sup>er</sup> semestre 2018, p 7

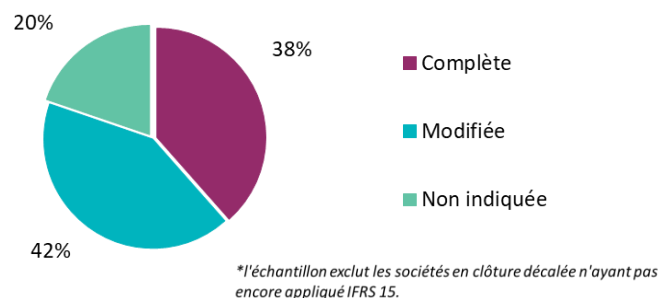
- ❖ Les jugements et estimations spécifiques se distinguent entre ceux liés à l'évaluation de risques spécifiques sur la période (ex. suivi de valeur d'actifs incorporels) et ceux relatifs à des calculs réalisés différemment par rapport à la clôture annuelle précédente (ex. impôt). La description de ces éléments permet une meilleure compréhension des états financiers. La présentation des jugements et estimations les plus significatifs permet une description plus détaillée.

### 3. Nouvelles normes : première application d'IFRS 15

#### ➤ Transition

- ✓ L'ensemble des sociétés de l'échantillon ont appliqué IFRS 15 pour la première fois au 1er janvier 2018.

Méthode de transition retenue

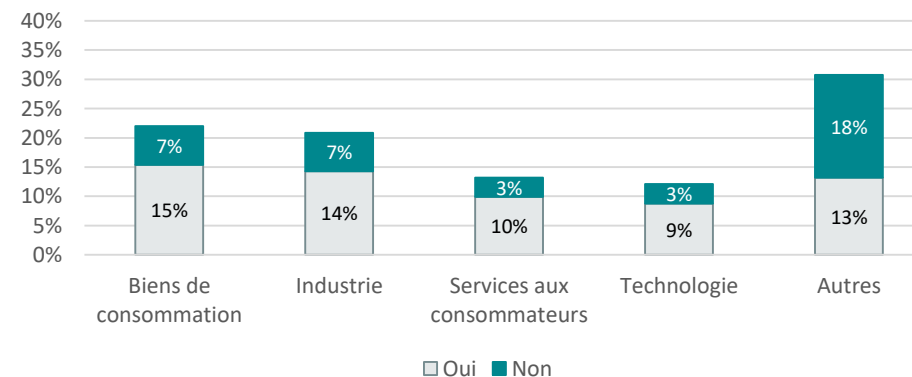


- ✓ La quasi-totalité (94%) des sociétés ayant appliqué la méthode rétrospective complète ont retraité les chiffres antérieurs selon IFRS 15 dans les états primaires.
- ✓ La quasi-totalité des sociétés ayant appliqué la méthode rétrospective modifiée ont présenté en annexe les chiffres de la clôture semestrielle selon les anciennes normes IAS 18/IAS 11.
- ✓ La majorité des sociétés qui n'indiquent pas la méthode de transition précisent en annexe que l'application de la nouvelle norme n'a pas d'effet sur les comptes.

#### ➤ Chiffrage des impacts

- ✓ 60% des sociétés ont chiffré les impacts de la transition à IFRS 15, et plus de la moitié d'entre elles ont distingué a minima narrativement cet impact par catégorie de sujet.
- ✓ 37% des sociétés de l'échantillon ont indiqué le caractère non significatif de la norme, sans le chiffrer.
- ✓ Les principaux impacts concernent notamment:
  - L'analyse agent-principal
  - Le rythme de reconnaissance du chiffre d'affaires (passage à l'avancement, ou à l'achèvement)

Présentation du chiffrage d'impact par secteur d'activité



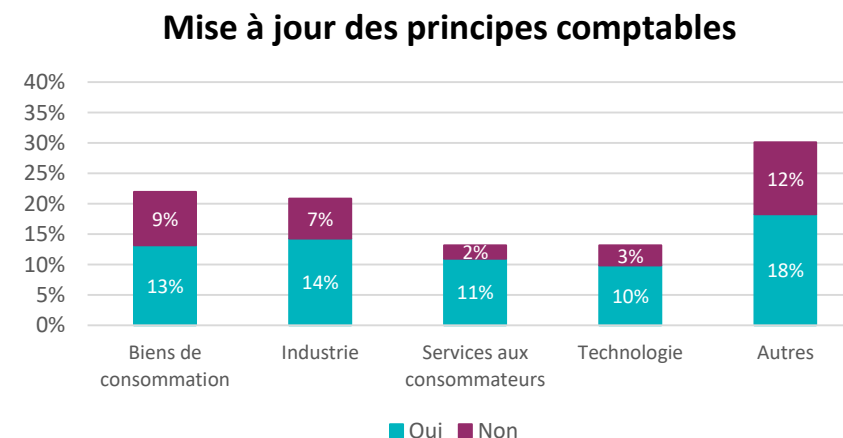
### 3. Nouvelles normes : première application d'IFRS 15

#### ➤ *Sujets d'attention des sociétés de l'échantillon*

- ✓ Les principaux sujets mentionnés par les sociétés de l'échantillon comme les ayant particulièrement concernés au contexte de leurs activités concernent, par ordre d'occurrence :
  - L'identification des obligations de performance (59%)
  - La détermination du calendrier de reconnaissance (avancement ou achèvement) (52%)
  - La mesure de l'avancement (30%)
  - L'analyse agent-principal (31%)
  - Le traitement des contreparties variables (23%)
  - Les actifs ou passifs sur contrats (20%)
  - L'allocation du prix de transaction aux obligations de performance multiples (14%)
  - Autres : le traitement des coûts liés aux contrats, la présentation d'un carnet de commandes, la reconnaissance des revenus de propriété intellectuelle, et l'existence d'une composante de financement, toujours présentée comme non significative en raison des taux bas.
- ✓ Principaux secteurs impactés et ayant développé le plus d'informations : télécommunications, services publics, technologie.

#### ➤ *Mise à jour des principes comptables*

- ✓ Un tiers des sociétés de l'échantillon n'ont pas mis à jour ses principes comptables en matière de reconnaissance du chiffre d'affaires dans les comptes semestriels.
- ❖ La majorité des sociétés ont mis à jour leurs principes comptables au regard des nouvelles dispositions de la norme même en cas d'absence d'effets significatifs. Cette mise à jour est nécessaire au vu des changements d'analyse induits par la norme. Les présentations s'appuyant sur les particularités de l'activité et des contrats de la société, et non sur une description générale des nouveaux principes d'IFRS 15, étaient plus particulièrement éclairantes.

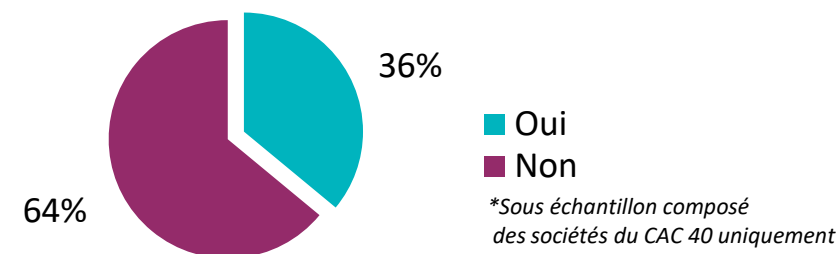


### 3. Nouvelles normes : première application d'IFRS 15

#### ➤ Ventilation du chiffre d'affaires par catégories

- ✓ Information requise dans les comptes semestriels (IAS 34 § 16A I)
- ✓ IFRS 15.114 demande de présenter une ventilation du chiffre d'affaires par catégorie permettant de mettre en lumière la manière dont la nature, les montants, le calendrier et les incertitudes liés au chiffre d'affaires et aux flux de trésorerie sont affectés par des facteurs économiques.
- ✓ IFRS 15.115 demande de faire le lien entre cette ventilation et l'information donnée sur le chiffre d'affaires au sein de l'information sectorielle.
- ✓ La norme donne des exemples de catégories pouvant être appropriées au § B89 :
  - Type de bien ou de service (principales lignes de produits)
  - Situation géographique (pays, régions)
  - Marché ou type de client (secteur public/secteur privé)
  - Type de contrat
  - Durée du contrat (court terme/long terme)
  - Mode de distribution
  - Etc.

Information fournie dans les états financiers semestriels 30 juin 2018 ? (\*)



- ✓ Les sociétés ont fourni une ventilation du chiffre d'affaires au sein de l'information sectorielle (IFRS 8) et/ou dans une note annexe relative au chiffre d'affaires.
- ✓ 36% de l'échantillon ont fourni au moins une catégorie supplémentaire de chiffre d'affaires ou une granularité plus fine de ventilation de chiffre d'affaires par rapport à l'information fournie auparavant (sous IFRS 8 et/ou IAS 18/IAS 11). Les sociétés ont privilégié les catégories suivantes : par type de produits ou services, situation géographique, marché ou type de clients.
- ❖ S'agissant d'une première application, il est probable que les pratiques des sociétés en matière de détermination et présentation de catégories de ventilation continuent à évoluer dans le futur.



# NOTES ANNEXES



4

## 4. Rappel des dispositions de la norme IAS 34

IAS 34 § 15-15C requièrent des informations sur les événements et transactions qui sont significatifs pour la compréhension des changements dans la position financière et la performance de l'entité depuis la clôture annuelle précédente, notamment :

Dépréciations d'actifs financiers et non-financiers  
(§ 15B a, b, h)

Investissements et cessions d'actifs corporels  
(§ 15B d, e)

Risques, provisions et litiges  
(§ 15B c, f, m)

Evaluation et classement des actifs et passifs financiers  
(§ 15B h, k, l)

Autres : défaut ou bris de covenants (§ 15B i), corrections d'erreurs (§ 15B g), parties liées (§ 15B j)

En complément des informations sur les événements et transactions significatifs, IAS 34 § 16A indique par ailleurs certaines informations obligatoires, en matière de :

Performance : information sectorielle (§ 16A g), saisonnalité (§ 16A b), dividendes versés (§ 16A f)

Financement : émissions, rachats et remboursements de dettes et titres de capital (§ 16A e)

Composition du groupe : regroupements d'entreprises ou cessions (§ 16A i)

Informations sur les justes valeurs des instruments financiers (§ 16A j renvoyant à IFRS 7 et IFRS 9)

Autres : Evènements post-clôture (§ 16A h), changements dans les estimations antérieures (§ 16A d), autres éléments inhabituels affectant les états financiers (§ 16A d)



# EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

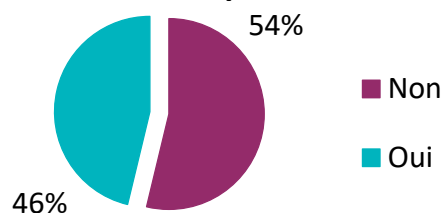


# 5. Evènements significatifs et lien avec la communication financière

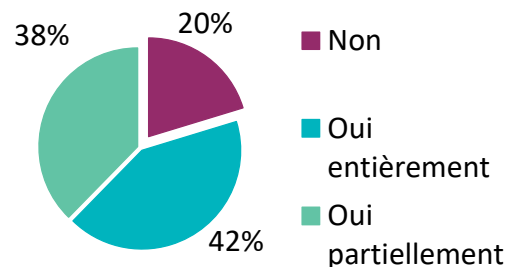
## Faits marquants

- IAS 34 § 15-15C requièrent des informations sur les évènements et transactions importants pour comprendre l'évolution des situation et performance financières de l'entité depuis la clôture annuelle précédente.

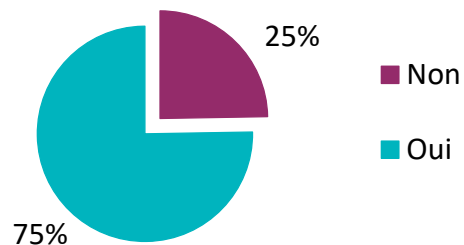
### Développement relatif aux faits marquants du semestre



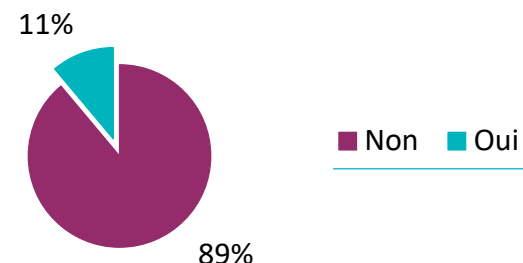
### Mention dans les communiqués des évènements marquants et mouvements de périmètre évoqués dans les comptes semestriels



### Développement relatif aux acquisitions ou cessions significatives du semestre



### Mention dans les communiqués d'évènements marquants non évoqués dans les comptes semestriels et susceptibles d'avoir des effets sur ces comptes



Exemples d'évènements indiqués dans les communiqués susceptibles d'avoir des effets sur les états financiers de la période mais non mentionnés dans les comptes: regroupements d'entreprises, cessions d'activité, mise en place de partenariats.

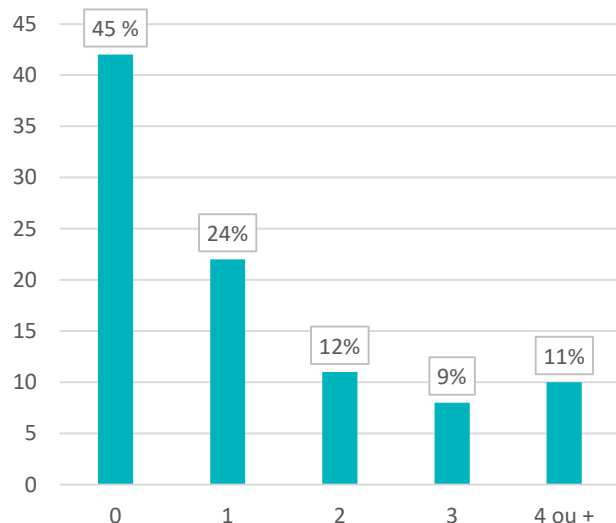
- ✓ Certaines sociétés de l'échantillon semblent ainsi avoir adopté des approches différenciées en matière de sélection et de présentation des évènements significatifs, acquisitions et cessions de la période dans les comptes et dans les autres éléments de communication financière.
- ❖ La plupart des sociétés s'assurent de la cohérence entre les informations présentées dans les communiqués et celles développées dans les comptes intermédiaires.

## 5. Evènements post-clôture de la clôture annuelle précédente

### Evènements post-clôture annuels

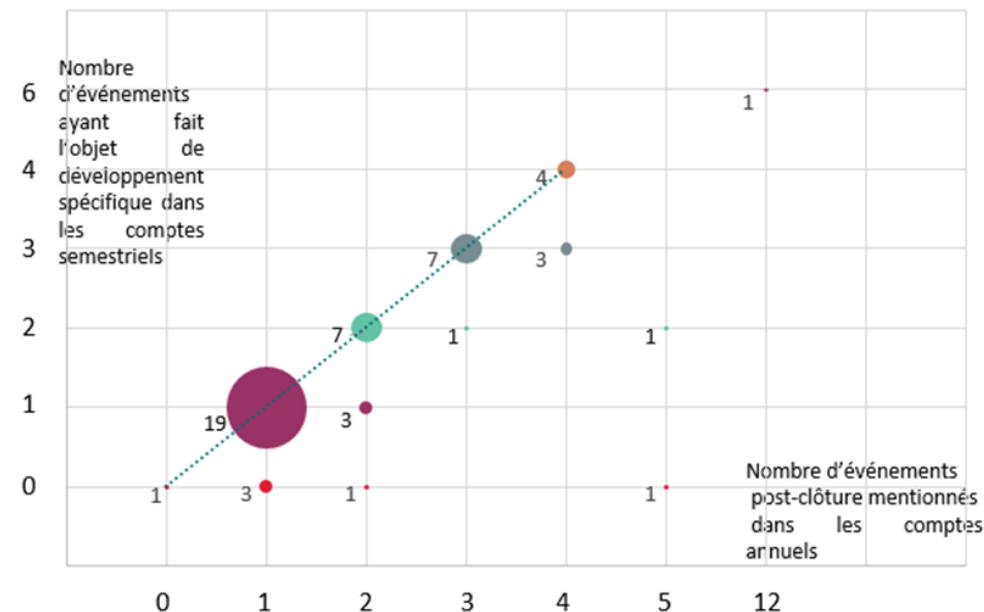
- **Dans les comptes annuels** : les évènements post-clôture significatifs sont mentionnés dans les comptes annuels dans la mesure où l'absence d'une telle information pourrait influencer les décisions économiques des utilisateurs des états financiers (IAS 10 § 21)
- **Dans les comptes semestriels** : IAS 34 § 15-15C requièrent des informations sur les évènements et transactions qui sont significatifs pour la compréhension des changements dans la position financière et la performance de l'entité depuis la clôture annuelle précédente.

- *Nombre d'évènements post-clôture mentionnés dans les comptes consolidés annuels 2017*



Il y avait en moyenne 1,3 évènements post-clôture par société. Dans les comptes semestriels, 75% de ces évènements ont fait l'objet d'explications spécifiques.

- *Evènements post-clôture N-1 et développements au semestre*

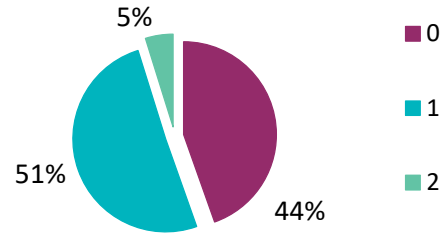


- ❖ **73% des sociétés concernées ont veillé à présenter et expliquer dans les états financiers intermédiaires, l'exhaustivité des évènements post-clôture mentionnés dans leurs comptes annuels précédents.**

# 5. Points d'attention des commissaires aux comptes dans leurs rapports

## ➤ Observations des CAC dans les rapports sur les comptes semestriels

Nombre d'observations mentionnées



Principales observations des CAC :

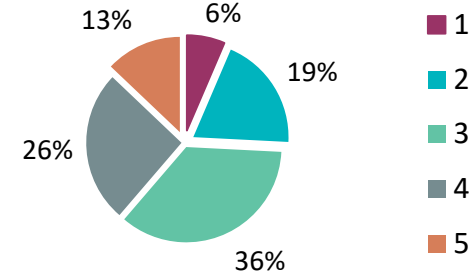
- Nouvelles normes IFRS 15 et 9
- Litiges et contentieux
- Variations de périmètre
- Situations financière et de liquidité

## ➤ Points-clés de l'audit dans les rapports sur les comptes annuels précédents

Les points clés de l'audit indiqués par les commissaires aux comptes dans leur rapport d'audit (clôture annuelle) constituent un indicateur des risques d'audit significatifs, sensibles ou complexes sur ces comptes. Ces éléments sont lus par les utilisateurs des états financiers au regard, entre autres, des jugements clés et sources majeures d'estimations communiqués par la société.

Les comptes intermédiaires ne font pas l'objet d'audit, mais peuvent faire l'objet de revue limitée des CAC.

Nombre de points clés de l'audit dans le rapport des CAC sur les comptes annuels précédents



Il y avait en moyenne 3,2 points clés de l'audit par société dans les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels des sociétés de l'échantillon

- ✓ Les points clés d'audit qui ressortent le plus souvent concernent :
  - L'évaluation des goodwill : 67% des rapports de l'échantillon
  - L'évaluation des actifs immobilisés, hors goodwill : 43%
  - Le chiffre d'affaires : 41%
  - Les impôts différés actifs : 18%
  - Risques fiscaux, contentieux et litiges : 17%
- ❖ Le fait qu'une thématique ait constitué un point-clé de l'audit lors de la clôture annuelle précédente n'a pas forcément amené les sociétés à développer davantage la thématique visée dans leurs comptes semestriels. A titre d'exemple, les taux de sociétés qui ont fourni une information en annexe parmi celles pour qui la thématique visée était un point clé de l'audit sont les suivants :
  - Evaluation des goodwill : 50% des sociétés
  - Evaluation des immobilisations hors goodwill : 53% des sociétés

# PRÉSENTATION DE LA PERFORMANCE



6

## 6. Information sectorielle

### Information sectorielle (IAS 34 § 16A g)

- L'information sectorielle requise par IAS 34 comprend notamment le détail du chiffre d'affaires et d'un indicateur de résultat par segment, des indicateurs d'actifs et passifs sectoriels (si suivis par le CODM), et une réconciliation des indicateurs de résultat avec le résultat avant impôt du groupe.

Exemple d'informations sectorielles fournies dans les comptes semestriels, dans la continuité de l'information présentée lors de la clôture annuelle

- ✓ La grande majorité de l'information fournie au titre de l'information sectorielle concerne principalement le chiffre d'affaire et un indicateur de résultat, par secteur.

- ❖ Quelques sociétés ont fourni davantage d'éléments que ceux strictement requis par la norme, incluant par exemple les capitaux engagés ou les investissements sectoriels. La présentation d'une information dans la continuité de celle présentée lors de la clôture annuelle, est particulièrement attendue par les analystes dans le cadre du suivi de la performance des sociétés.

1<sup>er</sup> semestre 2018

(en millions d'euros)	Contracting					VINCI Immobilier et holdings	Éliminations	Total
	Concessions	VINCI Energies	Eurovia	VINCI Construction	Total			
<b>Compte de résultat</b>								
Chiffre d'affaires (*)	3 426	5 057	3 725	6 562	16 144	393	(205)	19 758
Chiffre d'affaires travaux des filiales concessionnaires	387	-	-	-	-	-	(101)**	286
Chiffre d'affaires total	3 813	5 057	3 725	6 562	16 144	393	(306)	20 043
Résultat opérationnel sur activité	1 642	336	(17)	118	436	20	-	2 099
% du chiffre d'affaires (*)	47,9 %	5,7 %	(0,5 %)	1,8 %	2,7 %	-	-	10,6 %
Résultat opérationnel courant	1 728	311	(24)	116	403	23	-	2 154
<b>Tableau des flux de trésorerie</b>								
Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts	2 392	315	53	106	554	(10)	-	2 937
Dotations aux amortissements	745	67	117	145	329	2	-	1 076
Investissements opérationnels (nets de cessions)	(22)	(67)	(129)	(147)	(342)	(112)	-	(476)
Investissements de développement (concessions et PPP)	(467)	1	-	2	3	-	-	(463)
Cash-flow libre (après investissements)	1 055	(216)	(535)	(507)	(1 337)	146	-	(136)
<b>Bilan</b>								
Capitaux engagés au 30/06/2018	30 320	4 392	1 496	347	6 735	724	-	37 779
Excédent (endettement) financier net	(26 640)	(1 000)	(483)	343	(2 000)	11 973	-	(16 674)

(\*) Hors chiffre d'affaires travaux hors Groupe des filiales concessionnaires.

(\*\*) Chiffre d'affaires intra-groupe réalisé par la branche contracting pour le compte des sociétés concessionnaires du Groupe.

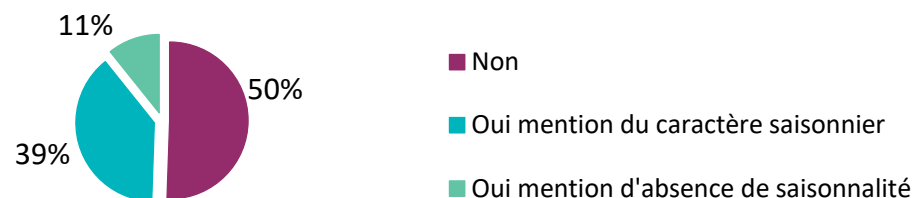
Vinci, rapport semestriel au 30 juin 2018, p 34

# 6. Saisonnalité

## Saisonnalité

- IAS 34 § 16 demande d'expliquer en annexe le caractère saisonnier ou cyclique des activités de la période intermédiaire.
- Pour une entité dont l'activité est extrêmement saisonnière, IAS 34 § 21 considère qu'il peut être utile de fournir des informations pour la période de 12 mois prenant fin à la date de clôture intermédiaire, avec des informations comparatives pour la période précédente de 12 mois.

### ➤ Mention du caractère saisonnier de l'activité par les sociétés de l'échantillon



L'information fournie consiste généralement en un commentaire sur le caractère cyclique de l'activité, par exemple, la mention d'un pic d'activité au T4 dans le secteur de la distribution.

Aucune société ne s'est considérée concernée par une activité « extrêmement saisonnière » et ne donne l'information financière sur 12 mois clôturant à la fin de la période intermédiaire, accompagnée d'information comparative.

### Exemple d'informations présentées au titre de la saisonnalité de l'activité : commentaires narratifs expliquant les variations

La comparabilité des comptes intermédiaires et annuels est affectée par la saisonnalité des activités touristiques du Groupe conduisant à un résultat opérationnel déficitaire au 1<sup>er</sup> semestre. En effet, le chiffre d'affaires consolidé du 1<sup>er</sup> semestre (saison hiver) est structurellement plus faible que celui réalisé sur la saison été, alors que les charges fixes d'exploitation (incluant les loyers) sont linéaires sur l'année.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2017/2018, la valeur nette des créances clients et comptes rattachés augmente de 4 368 milliers d'euros, enregistrant des évolutions contrastées sur les pôles du Groupe :

- Hausse de 25 930 milliers d'euros des créances clients sur le pôle touristique en lien avec la saisonnalité de cette activité ;
- Baisse de 22 287 milliers d'euros des créances immobilières, suite essentiellement à l'encaissement des créances portées par le programme Hochsauerland.

Le montant de la trésorerie figurant dans le tableau de flux se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/03/2018	30/09/2017
Trésorerie	45 086	86 712
Equivalents de trésorerie (SICAV et dépôts)	28	180
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>45 114</b>	<b>86 842</b>
Solides bancaires créditeurs	-16 001	-9 571
<b>Trésorerie nette</b>	<b>29 113</b>	<b>77 271</b>

La comparabilité des comptes annuels et semestriels est affectée par la saisonnalité des activités touristiques du Groupe, conduisant non seulement à un résultat opérationnel déficitaire au 1<sup>er</sup> semestre, mais aussi à un niveau plus faible de trésorerie nette.

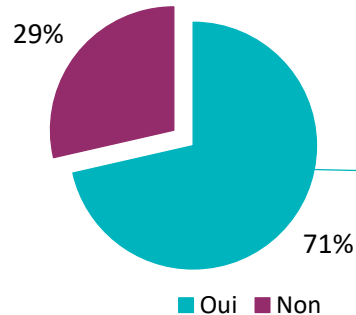
Pierre et Vacances, rapport financier semestriel, p 16, 28, 30

## 6. Autres produits et charges

### Autres produits et charges

- IAS 34 §16A c demande d'indiquer la nature et le montant des éléments qui sont inhabituels du fait de nature, leur importance ou leur incidence et qui affectent les actifs, les passifs, les capitaux propres, le résultat net ou les flux de trésorerie.

### Développement relatif aux autres produits et autres charges



Principalement des décompositions chiffrées des postes, sous forme de tableaux, accompagnées parfois de commentaires narratifs détaillant les éléments.

Certaines sociétés ont présenté les « autres produits » et « autres charges » de manière distincte au compte de résultat.

\*17% des sociétés de l'échantillon n'ont pas présenté de poste « autres produits et charges » dans leur compte de résultat

- Les postes étaient significatifs et avaient varié significativement pour 27% des sociétés n'ayant pas présenté de note.
- Les sociétés européennes communiquent moins sur la composition de ces postes que les sociétés françaises.

### Exemple d'informations explicitant les autres produits et charges présentés au compte de résultat

#### 7.3 Produits et charges non courants

Certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence sont comptabilisés en autres produits et charges non courants, afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Le résultat non courant se décompose par nature de la manière suivante :

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2018	1 <sup>er</sup> semestre 2017 retraité
Résultat de cession d'actifs	16	14
Coûts de réorganisation	(693)	(102)
Autres produits et charges non courants	(64)	(30)
<b>Résultat non courant avant dépréciation et pertes sur actifs</b>	<b>(741)</b>	<b>(119)</b>
Dépréciations et pertes sur actifs	(44)	(30)
dont dépréciations et pertes sur goodwill	-	-
dont dépréciations et pertes sur actifs corporels et incorporels	(44)	(30)
<b>Produits et charges non courants</b>	<b>(785)</b>	<b>(148)</b>
Dont :		
total des produits non courants	26	23
total des charges non courantes	(811)	(171)

Les coûts de réorganisation comptabilisés sur le 1<sup>er</sup> semestre 2018 découlent des plans de rationalisation des structures initiés dans le cadre du premier pilier du plan de transformation mentionnés en note 3.1. La charge comptabilisée en résultat non courant correspond principalement aux indemnités payées ou à payer dans le cadre :

- du plan de départs volontaires mis en œuvre en France, portant sur 2 400 postes ;
- des mesures de réorganisation initiées en Belgique, susceptibles d'affecter 950 salariés ;
- du plan de départs volontaires en cours en Argentine, portant sur 750 postes environ, et du plan de fermeture de 11 magasins.

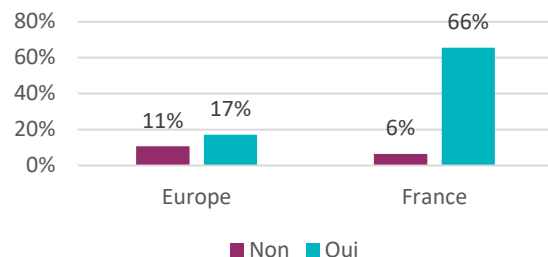
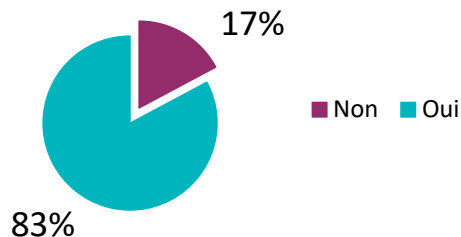
Les indemnités que le Groupe s'attend à devoir payer au titre des plans de rationalisation des structures ont été provisionnées au 30 juin 2018 (cf. note 10.3).

La charge comptabilisée sur le 1<sup>er</sup> semestre 2017 comprenait principalement les coûts liés à la refonte des chaînes logistiques en France et au plan d'intégration des hypermarchés acquis en Espagne.

Carrefour, rapport semestriel au 30 juin 2018, p 41

# 6. Impôts

Développement sur les impôts



- ✓ **Points-clés de l'audit** : les impôts constituaient un point clé de l'audit lors de la clôture annuelle précédente pour 27% des sociétés de l'échantillon. Près de 90% d'entre elles ont fourni des développements relatifs à l'impôt dans les comptes semestriels, ces informations n'étaient toutefois pas toujours directement liées au point spécifique mentionné dans le point clé de l'audit.
- ✓ **Jugements et estimations** : 31% des sociétés ont mentionné les impôts comme nécessitant l'exercice de jugements et estimations spécifiques pour l'établissement des comptes semestriels.
- ✓ Pour 38% des sociétés de l'échantillon n'ayant pas présenté de développement sur les impôts, cette thématique constituait un sujet de jugements et estimations et/ou un point clé de l'audit lors de la clôture annuelle précédente.
- ✓ **Types d'informations présentées souvent observés** : la distinction chiffrée des impôts exigibles et différés au titre de la charge de la période.

**6.6 IMPOTS SUR LE RESULTAT**

**6.6.1 CHARGE D'IMPOTS SUR LE RESULTAT DE LA PERIODE**

	NOTES	1 <sup>er</sup> semestre 2018	1 <sup>er</sup> semestre 2017 <sup>Ⓢ</sup>
Impôts exigibles	6.6.2	(6 539)	(2 894)
Impôts différés	6.6.3.1	260	(139)
<b>Impôts sur le résultat</b>		<b>(6 279)</b>	<b>(3 033)</b>

<sup>Ⓢ</sup> Retraité après application rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la norme IFRS 15

Rapprochement avec le compte de résultat

**6.6.2 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS EXIGIBLES**

**1<sup>er</sup> semestre 2018 :**

	1/1/2018		Variation				30/06/2018	
	Créances	Dettes	Charge de la période	CICE	Versements nets (remboursements)	Autres <sup>(1)</sup>	Créances	Dettes
Impôts sur le résultat	6 454	(586)	(4 887)	863	(3 188)	88	646	(1 902)
C.V.A.E.	367	(40)	(1 652)		1 494		246	(77)
<b>Total</b>	<b>6 821</b>	<b>(626)</b>	<b>(6 539)</b>	<b>863</b>	<b>(1 694)</b>	<b>88</b>	<b>892</b>	<b>(1 979)</b>

<sup>(1)</sup> Le poste « autres mouvements » s'explique à hauteur de 66 milliers d'euros par l'effet d'impôt relatif aux résultats sur actions propres et pour le solde par des écarts de conversion

**1<sup>er</sup> semestre 2017 :**

	1/1/2017		Variation				30/06/2017	
	Créances	Dettes	Charge de la période	CICE	Versements nets (remboursements)	Autres <sup>(1)</sup>	Créances	Dettes
Impôts sur le résultat	1 945	(163)	(1 320)	988	4 858	(23)	6 787	(502)
C.V.A.E.	241	(128)	(1 574)		1 568		111	(4)
<b>Total</b>	<b>2 186</b>	<b>(291)</b>	<b>(2 894)</b>	<b>988</b>	<b>6 426</b>	<b>(23)</b>	<b>6 898</b>	<b>(506)</b>

<sup>(1)</sup> Le poste « autres mouvements » s'explique par l'effet d'impôt relatif aux résultats sur actions propres et pour le solde par des écarts de conversion

Rapprochement avec le bilan

**6.6.3 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES**

**6.6.3.1 Variation des impôts différés**

	NOTE	30/06/2018	31/12/2017 <sup>Ⓢ</sup>	30/06/2017 <sup>Ⓢ</sup>
Impôts différés passifs net à l'ouverture		3 783	2 415	2 415
Impôts différés constatés en résultat	6.6.1	(260)	223	139
Impôts différés constatés directement en capitaux propres		51	1 109	140
Effet des écarts de conversion et variations de périmètre		90	36	6
<b>Impôts différés passifs nets à la clôture</b>		<b>3 664</b>	<b>3 783</b>	<b>2 700</b>

<sup>Ⓢ</sup> Retraité après application rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la norme IFRS 15

Variation des impôts différés

**6.6.3.2 Source des impôts différés à l'actif et au passif**

	30/06/2018	31/12/2017 <sup>Ⓢ</sup>	30/06/2017 <sup>Ⓢ</sup>
Comptabilisation de la marque Nostalgie suite à un regroupement d'entreprises	11 811	11 811	13 226
Autres différences temporaires	1 692	1 692	1 321
Compensation des actifs et des passifs d'impôts différés par sphère fiscale	(4 951)	(4 732)	(6 183)
<b>Impôts différés passifs au bilan</b>	<b>8 552</b>	<b>8 771</b>	<b>8 364</b>
Reports fiscaux déficitaires <sup>(1)</sup>	(4 618)	(4 798)	(5 469)
Indemnités de départ en retraite	(3 531)	(3 425)	(4 227)
Autres différences temporaires	(1 690)	(1 497)	(2 151)
Compensation des actifs et des passifs d'impôts différés par sphère fiscale	4 951	4 732	6 183
<b>Impôts différés actifs au bilan</b>	<b>(4 888)</b>	<b>(4 988)</b>	<b>(5 664)</b>
<b>Impôts différés passifs nets</b>	<b>3 664</b>	<b>3 783</b>	<b>2 700</b>

<sup>Ⓢ</sup> Retraité après application rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la norme IFRS 15

Il est rappelé que dans le cadre du régime antérieur du Bénéfice Fiscal Consolidé, le résultat consolidé du Groupe au titre de l'exercice 2010 a fait l'objet d'un contrôle initié par les autorités fiscales françaises en 2013 puis donné lieu à un redressement, notifié par voie d'avis de mise en recouvrement, de 27,6 millions d'euros en 2016. Au cours de ce même exercice, le Groupe a introduit une réclamation contentieuse qui est toujours pendante à ce jour.

Décomposition des sources d'impôts différés





# FINANCEMENT



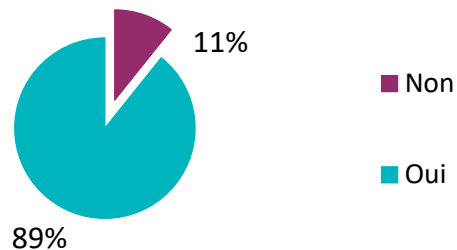
7

# 7. Financement : endettement et capital

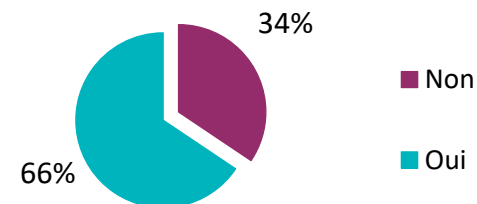
## Endettement et capital (IAS 34 § 16A e)

- IAS 34 demande des informations relatives aux émissions, rachats et remboursements de dettes et d'actions.
- IAS 34 § 15B i demande une information concernant tout défaut de paiement sur un prêt ou tout manquement non réparé au plus tard à la date de clôture, si l'évènement est important.

Développement concernant l'endettement financier



Développement concernant le capital



- ✓ Informations souvent fournies par les sociétés de l'échantillon :
  - Composition de l'endettement
  - Variation de l'endettement, présentée de façon narrative (pour les principaux mouvements) ou tabulaire avec une décomposition des variations donnant et ne donnant pas lieu à mouvements de trésorerie.
- ✓ Informations parfois fournies par les sociétés de l'échantillon :
  - Echéanciers
  - Ventilation par type de taux, par devise, etc.
  - Covenants

- ✓ Au titre du capital, les informations souvent présentées, de façon narrative ou quantitative, concernent
  - les opérations de la période : augmentations de capital, plans salariés, plan de paiement en actions
  - les actions propres
- ❖ Le niveau d'informations tant qualitatives que quantitatives fournies par les sociétés françaises de l'échantillon sur leur financement et en particulier l'endettement est globalement plus important que celui des sociétés européennes étudiées.
- ❖ L'information la plus souvent fournie porte sur la composition de l'endettement et les variations de la période.

# 7. Financement de l'entité : endettement et capital

1

L'évolution de l'endettement financier brut du Groupe au cours de l'exercice s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Var. Période	Augmentation	Remboursement	Variation Juste valeur	Reclassement	Ecart de conversion	30/06/2018
Emprunts obligataires	34 622	-	-	-	-	31	-	34 653
Emprunts syndiqués	27 012	-	-	-	-	(2 581)	67	24 498
Autres emprunts bancaires	8 916	-	-	-	-	(2 666)	-	6 250
Dettes liées aux contrats de location-financement	10 388	-	-	-	-	(684)	-	9 704
Autres dettes financières diverses	64	-	-	-	276	-	-	340
<b>Emprunts et dettes financières non courantes</b>	<b>81 002</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>276</b>	<b>(5 900)</b>	<b>67</b>	<b>75 445</b>
Emprunts obligataires	(59)	-	-	29	-	(31)	-	(61)
Emprunts syndiqués	7 011	-	-	(3 396)	-	2 581	137	6 333
Autres emprunts bancaires	5 667	-	-	(4 666)	-	2 666	-	3 667
Dettes liées aux contrats de location-financement	1 449	-	-	(763)	-	684	-	1 370
Intérêts courus	520	-	-	(17)	-	-	-	503
Autres dettes financières diverses	-	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Emprunts et dettes financières courantes</b>	<b>14 588</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(8 613)</b>	<b>-</b>	<b>5 900</b>	<b>137</b>	<b>11 812</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>95 590</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(8 613)</b>	<b>276</b>	<b>-</b>	<b>204</b>	<b>87 257</b>

En janvier 2018, Linedata a procédé au remboursement d'une échéance de 4,3 M\$ du crédit syndiqué en dollars US.

Par ailleurs, Linedata Services a contracté en avril 2018, un emprunt bilatéral de 7 M€ amortissable sur 3 ans, dont la société a utilisé 1,7 M€ à fin juin 2018. Linedata Services a également procédé au remboursement de 2,7 M€ des crédits bilatéraux en cours et de 2 M€ de la facilité de Crédit utilisée à fin décembre 2017.

Enfin, Linedata a procédé au remboursement du crédit bail immobilier de 2016 à hauteur de 0,8 M€ au cours de l'exercice.

Linedata, rapport financier semestriel, p 21

(1) Exemple de tableau de variation distinguant les mouvements donnant et ne donnant pas lieu à des flux de trésorerie

2

Ventilation de la dette long et moyen terme par maturité et par nature de taux

(en millions d'euros)	30/06/2018			31/12/2017		
	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable
1 an ou moins	10,5	9,2	1,3	10,1	8,6	1,5
plus d'1 an mais moins de 2 ans	7,8	7,0	0,8	9,0	7,5	1,5
plus de 2 ans mais moins de 3 ans	22,6	21,8	0,8	22,5	21,0	1,3
plus de 3 ans mais moins de 4 ans	20,2	19,1	1,1	21,4	20,5	0,9
plus de 4 ans mais moins de 5 ans	60,7	60,0	0,7	3,0	2,4	0,6
plus de 5 ans	64,4	64,4	-	123,6	123,6	-
<b>Total</b>	<b>186,2</b>	<b>181,5</b>	<b>4,7</b>	<b>189,4</b>	<b>183,6</b>	<b>5,8</b>

Pour le premier semestre 2018, la maturité moyenne de la dette du Groupe est de 5,0 années (contre 5,2 années au 31 décembre 2017).

Chargeurs, rapport financier semestriel, p 24-25

4

(2) Exemple de décomposition des dettes par taux et échéancier (2), par devise (3), lignes de financement disponibles (4), covenants (5)

Lignes de financement

Au 30 juin 2018, l'ensemble des sociétés du Groupe dispose des lignes de financement (toutes maturités confondues) suivantes :

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Lignes de financement tirées	209,6	205,9
Lignes de financement non tirées	76,6	78,2
<b>Montant nominal</b>	<b>286,2</b>	<b>284,1</b>

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe Chargeurs a négocié l'extension d'une ligne de crédit confirmée (non tirée au 30 juin 2018) de 5,0 millions d'euros à 10,0 millions d'euros, à échéance 5 ans.

Chargeurs, rapport financier semestriel, p 24-25

Ratios d'endettement

Les Euro PP (122,0 millions d'euros) ainsi que certaines lignes de crédit (30,0 millions d'euros) sont soumis aux ratios d'endettement suivants :

- Dette Nette / Capitaux Propres  $\leq 0,85$  et
- Dette Nette / EBITDA  $\leq 3,50$ .

Les ratios doivent être respectés au 31 décembre de chaque année.

5

Exemple d'informations présentées sur le capital (6)

3

Ventilation de la dette brute par devise de remboursement

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Euro	187,7	188,6
Dollar US	11,2	8,2
Renminbi	3,0	3,0
Autres	7,7	6,1
<b>Total</b>	<b>209,6</b>	<b>205,9</b>

1. CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Nombre d'actions en circulation	30 juin 2018	31 déc. 2017
		Retraité
<b>Emises au 1er Janvier</b>	<b>62 363 114</b>	<b>61 493 241</b>
Emises dans le cadre des distributions de dividendes (1)	781 413	731 856
Emises dans le cadre des options exercées et actions acquises	-	112 000
Emises dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés	-	26 017
<b>Emises en fin d'exercice</b>	<b>63 144 527</b>	<b>62 363 114</b>
Actions propres en fin d'exercice	1 391 734	114 734
<b>En circulation en fin d'exercice</b>	<b>61 752 793</b>	<b>62 248 380</b>

(1) Voir V. Etat de variation des capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2018, le capital social d'Ingenico Group SA est composé de 63 144 527 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Actions propres (en euros)	1er janvier 2018	Acquisitions	Cessions	30 juin 2018
	Nombres de titres	114 734	1 576 641	(299 641)
Valeur	23,52	69,81	77,71	64,39
<b>Total</b>	<b>2 698 027</b>	<b>110 071 499</b>	<b>(23 154 759)</b>	<b>89 614 767</b>

Le portefeuille des actions achetées en nom propre était de 114 734 actions au 31 décembre 2017.

Le portefeuille des actions afférent au contrat de liquidité ne contenait pas d'action au 30 juin 2018. Le Groupe a effectué 1 576 641 acquisitions d'actions durant le premier semestre, et 299 641 cessions.

Ainsi, le portefeuille des actions achetées en nom propre est de 1 391 734 actions au 30 juin 2018.

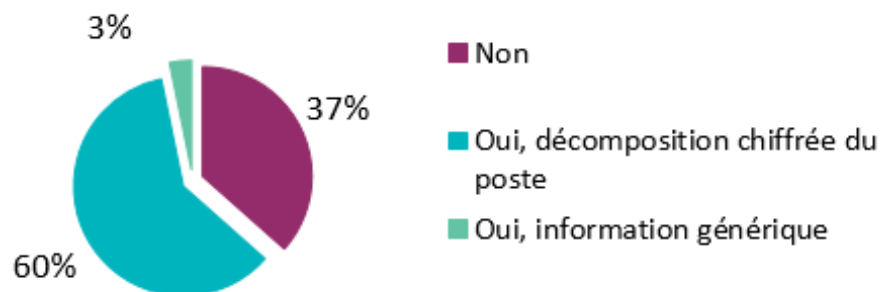
Ingenico, rapport financier semestriel, p 34

## 7. Financement : trésorerie et éléments financiers au compte de résultat

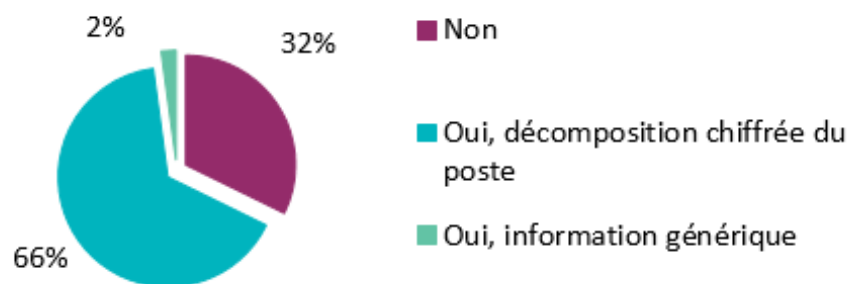
### Trésorerie et éléments financiers au compte de résultat

- Aucune information n'est explicitement requise par IAS 34, qui offre la possibilité de présenter dans les états financiers intermédiaires résumés d'autres éléments d'informations que les postes minimums ou la sélection de notes explicatives indiqués dans la norme.
- L'information présentée inclut une explication des événements et transactions importants pour comprendre l'évolution des situation et performance financières de l'entité.

#### Développement concernant la trésorerie et les équivalents de trésorerie



#### Développement concernant les éléments de résultat de nature « financière »



- ✓ Les informations présentées sur la trésorerie et équivalents de trésorerie concernent principalement leur composition, mais certaines sociétés détaillent leur variation en lien avec les éléments du tableau de flux.
- ✓ Les sociétés présentant une information sur leur endettement et leur trésorerie, ont généralement également fourni une information détaillée sur les effets de ces éléments dans le résultat indépendamment de la significativité de ces éléments ou de leur variation.
- ❖ Les sociétés françaises de l'échantillon fournissent davantage ces informations complémentaires que les européennes étudiées, avec une répartition égale entre grands groupes et PME.
- ❖ Ces compléments d'informations facilitent la compréhension de la structure financière et de la performance des sociétés (lien entre les actifs, passifs, compte de résultat, et les changements éventuels par rapport à la dernière clôture).

# 7. Financement : trésorerie et éléments financiers au compte de résultat

## Exemple d'informations relatives à l'endettement, la trésorerie et les effets au compte de résultat

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	31 déc 2017 Retraité	30 juin 2017 Retraité
Emprunts obligataires	1 051 229	1 050 904	456 468
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	453 431	447 966	442 627
Autres dettes financières	107 181	52 310	2 537
Dettes bancaires	247 727	(2 142)	(2 208)
Dettes liées aux contrats de location-financement	77	77	-
<b>Dettes financières à plus d'un an</b>	<b>1 859 645</b>	<b>1 549 115</b>	<b>899 424</b>
Billets de trésorerie	431 000	500 000	439 000
Comptes créditeurs de banque	8 017	7 367	8 913
Autres dettes financières	1 542	1 470	1 905
Dettes bancaires ou assimilées	1	372	391
Intérêts courus non échus	9 325	8 323	893
Dettes liées aux contrats de location-financement	147	147	488
Dettes financières à moins d'un an	448 032	517 679	451 590
<b>ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>2 307 677</b>	<b>2 066 794</b>	<b>1 351 014</b>
Trésorerie	510 852	505 973	1 027 432
Valeur mobilière de placement et dépôts à terme	95 265	89 966	145 750
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>606 117</b>	<b>595 939</b>	<b>1 173 182</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>1 701 560</b>	<b>1 470 855</b>	<b>177 832</b>

Les dettes financières à moins d'un an excluent la ligne de financement du préfinancement marchands, utilisée au 30 juin 2018 à hauteur de 56,4 millions d'euros.

Au 30 juin 2018, les dettes bancaires et obligataires à court et à long terme s'élèvent à 2 307,7 millions d'euros (versus 2 066,8 millions d'euros fin 2017), dont principalement :

- 506,2 millions d'euros correspondent à l'emprunt obligataire émis en septembre 2017 ;
- 456,0 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire émis en mai 2014 ;
- 453,4 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire convertible (OCEANE) émis le 26 juin 2015 ;
- 104,8 millions d'euros correspondent à des placements privés contractés en mai 2018 et décembre 2017 ;
- 431,0 millions d'euros correspondent à des billets de trésorerie. En mai 2018, le Groupe a procédé à une augmentation du plafond de son programme de billets de trésorerie de 500 à 750 millions d'euros ;
- 249,4 millions d'euros correspondent à un emprunt bancaire mobilisé en mars 2018.

a. Coût financier net	30 juin 2018	30 juin 2017 Retraité
(en milliers d'euros)		
Charges d'intérêts sur les emprunts au coût amorti et les emprunts obligataires	(17 525)	(10 657)
Charges d'intérêts sur les contrats de location-financement	(3)	(31)
<b>Coût de l'endettement financier</b>	<b>(17 528)</b>	<b>(10 688)</b>
Produits d'intérêts des prêts financiers	77	331
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 475	1 414
Produits d'intérêts des contrats de location-financement	2 048	2 387
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(13 928)</b>	<b>(6 556)</b>
Gains de change	44 874	16 676
Pertes de change	(47 830)	(17 417)
<b>Résultat de change</b>	<b>(2 956)</b>	<b>(741)</b>
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(230)	(233)
Gains/(pertes) sur les titres de participations	-	-
Autres produits financiers	321	164
Autres charges financières	(2 647)	(2 932)
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(2 556)</b>	<b>(3 001)</b>
<b>Coût financier net</b>	<b>(19 440)</b>	<b>(10 298)</b>
<b>Total des produits financiers</b>	<b>48 795</b>	<b>20 972</b>
<b>Total des charges financières</b>	<b>(68 235)</b>	<b>(31 270)</b>

L'analyse du coût financier à fin juin 2018 est la suivante :

Les charges d'intérêts sur emprunts sont liées aux emprunts décrits dans le paragraphe b.

- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) est de 5,5 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2014 et au swap qui lui est adossé est de 4,4 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2017 est de 5,2 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative aux emprunts bancaires est de 2,7 millions d'euros (incluant l'amortissement des frais du crédit syndiqué et la commission d'engagement).

Les billets de trésorerie, du fait des taux négatifs, ne génèrent pas de charges d'intérêt mais des produits.

Le résultat de change représentant une perte nette de 3,0 millions d'euros à fin juin 2018 (versus 0,7 million d'euros, fin juin 2017) résulte de pertes et gains de change générés lors de la revalorisation de prêts et emprunts à caractère financier, auxquels s'ajoutent les revalorisations des dérivés de couverture associés. Il comprend également la part inefficace des couvertures à caractère opérationnel.

Les autres produits et charges financiers comprennent des charges financières liées à l'affacturage, ainsi que des charges relatives aux engagements de retraite.

### 7.1.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie passive

L'évolution de la trésorerie et équivalents de trésorerie et de la trésorerie passive au cours du premier semestre 2018 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2017 retraité	Au 30 juin 2018
Disponibilités	872,8	836,3
Équivalents de trésorerie	5 391,1	2 093,1
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>6 263,9</b>	<b>2 929,4</b>
<b>Trésorerie passive</b>	<b>208,9</b>	<b>261,4</b>
<b>Trésorerie nette</b>	<b>6 055,0</b>	<b>2 668,0</b>

La trésorerie et équivalents de trésorerie s'élèvent à 2 929,4 millions d'euros, dont 326,0 millions d'euros « soumis à restriction » au 30 juin 2018.

La baisse de la trésorerie sur le semestre reflète principalement le remboursement, à son échéance, le 28 mai 2018, de la souche obligataire euro pour un montant nominal de 472 millions d'euros, le remboursement des titres super subordonnés à durée indéterminée (hybride) en euros et en livre sterling émis le 23 janvier 2013, pour 1 452,1 millions d'euros, la variation du BFR opérationnel pour -789,8 millions d'euros, les placements en actifs liquides pour -185,8 millions d'euros non classés comptablement en trésorerie et le versement des dividendes pour -550,9 millions d'euros.

Au 30 juin 2018, les disponibilités sont détenues par la France à hauteur de 20,4 millions d'euros, l'Europe hors France à hauteur de 265,8 millions d'euros, les Activités mondiales à hauteur de 180,3 millions d'euros, le segment Autres à hauteur de 154,2 millions d'euros (dont Veolia Environnement à hauteur de 62,5 millions d'euros).

Les placements des excédents de trésorerie, non remontés au niveau de Veolia Environnement, sont gérés dans le cadre des procédures définies par le Groupe.

Au 30 juin 2018, les équivalents de trésorerie sont détenus essentiellement par Veolia Environnement à hauteur de 1 958,4 millions d'euros dont des OPCVM monétaires pour 1 007,2 millions d'euros, et des dépôts à terme pour 950,1 millions d'euros.

La trésorerie passive est constituée des soldes créditeurs de banques et des intérêts courus et non échus qui s'y rattachent, correspondant à des découverts momentanés.

Ingenico, rapport financier semestriel, p 27-28

Veolia Environnement, rapport financier semestriel, p 61-62

# REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES



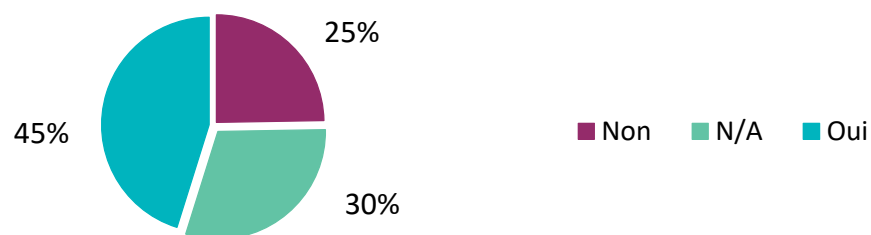
8

## 8. Regroupements d'entreprises

### Regroupement ou cessions d'entreprises

- IAS 34 § 16A i requiert de mentionner l'effet des changements qui ont affecté la composition de l'entité au cours de la période intermédiaire, y compris les regroupements d'entreprises, l'obtention ou la perte de contrôle sur des filiales et des participations à long terme, les restructurations et les activités abandonnées.
- Dans le cas de regroupements d'entreprises, l'entité doit fournir les informations requises par IFRS 3.

### Développement relatif aux regroupements d'entreprises



- ✓ 70% des sociétés de l'échantillon ont réalisé des regroupements d'entreprises sur la période.
- ✓ Informations souvent fournies par les sociétés de l'échantillon concernant les nouvelles acquisitions :
  - la date d'acquisition, le pourcentage de capital acquis
  - le prix d'acquisition (et les éventuelles clauses d'*earn-out*)
  - les actifs et passifs réévalués, ainsi que le calcul du goodwill généré
  - le montant définitif du goodwill en cas de finalisation de PPA de précédentes acquisitions
- ✓ Etaient moins souvent présentées par les sociétés de l'échantillon :
  - les informations relatives aux chiffres d'affaires et résultats des sociétés acquises si l'acquisition avait eu lieu au début de la période

# 8. Regroupements d'entreprises: exemples

## 2.1 Allocation du coût du regroupement d'entreprises suite à l'acquisition de GE Water & Process Technologies

Le 29 septembre 2017, SUEZ a finalisé la prise de contrôle de GE Water & Process Technologies («GE Water») au travers de SUEZ Water Technologies and Solutions («SWTS»), société détenue à 70% par SUEZ et à 30% par CDPQ (Caisse des dépôts et placement du Québec).

Le prix d'acquisition s'est élevé à 2 903 millions d'euros dans le cadre d'une opération en numéraire. La trésorerie disponible de GE Water, à la date d'acquisition, se montait à 204 millions, ce qui a généré une sortie de trésorerie de 2 699 millions d'euros, reflétée dans le tableau de trésorerie de l'exercice 2017.

Au 31 décembre 2017, le *goodwill* provisoire généré à l'occasion de cette acquisition ressortait à 2 171 millions d'euros (au taux de change USD/EUR du 31 décembre 2017).

### 2.1.1 Allocation du prix d'acquisition

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a réalisé l'ensemble des travaux d'allocation du prix d'acquisition conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprises. Cette affectation reste provisoire et pourra faire l'objet de révisions à la marge jusqu'au 30 septembre 2018.

(en millions d'euros)	Juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date de transaction
<b>Actifs non courants</b>	
Immobilisations incorporelles nettes	880
Immobilisations corporelles nettes	578
Participations dans les coentreprises	21
Impôts différés actifs	62
<b>Actifs courants</b>	
Autres actifs	735
Trésorerie et équivalents de trésorerie	203
<b>Passifs non courants</b>	
Autres passifs	79
Impôts différés passifs	309
<b>Passifs courants</b>	
Autres passifs	812
<b>Total actif net (à 100%)</b>	<b>1 279</b>
<hr/>	
Contrepartie transférée pour l'acquisition de GE Water	2 903
Participation ne donnant pas le contrôle	39
<b>Goodwill</b>	<b>1 663</b>

2

### Actifs corporels

La juste valeur des actifs corporels s'élève à 578 millions d'euros. L'évaluation des actifs corporels a été effectuée par la combinaison de trois approches :

- approche de marché : prix d'actif comparable dans des circonstances similaires ;
- approche par les revenus : valeur des flux de trésorerie futurs actualisés ;
- approche par les coûts : valeur du coût de remplacement.

### Provisions

Conformément aux principes d'IFRS 3 révisée, l'estimation des provisions a été revue pour prendre en compte des provisions au titre de passifs éventuels, résultant notamment de litiges en cours à la date de transaction.

### Participation ne donnant pas le contrôle

Le Groupe a décidé d'évaluer la participation ne donnant pas le contrôle selon la méthode du *goodwill* complet.

En conséquence de cette allocation, le *goodwill* résiduel s'élève à 1 663 millions d'euros et correspond non seulement à la capacité à développer de nouveaux actifs dans le futur (technologies, relations client) mais aussi au niveau des synergies attendues par le Groupe.

### 2.1.2 Informations sur l'état de situation financière au 31 décembre 2017 après allocation du prix d'acquisition

L'impact de l'allocation des actifs et passifs se présente comme suit sur l'état de situation financière au 31 décembre 2017 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 publié	Impact de l'allocation du prix d'acquisition	31 décembre 2017 après allocation du prix d'acquisition
Immobilisations incorporelles nettes	4 162	767	4 929
Goodwill	5 587	(533)	5 054
Immobilisations corporelles nettes	8 468	49	8 517
Impôts différés Actif	697	45	742
Autres	3 304	5	3 309
<b>Total actifs non courants</b>	<b>22 218</b>	<b>333</b>	<b>22 551</b>
Stocks	471	(13)	458
Autres actifs	1 651	(5)	1 646
Autres	8 031		8 031
<b>Total actifs courants</b>	<b>10 153</b>	<b>(18)</b>	<b>10 135</b>
<b>Total actif</b>	<b>32 370</b>	<b>315</b>	<b>32 686</b>

Exemples d'informations fournies sur la finalisation d'un regroupement :

- (1) Lien entre les éléments reconnus au 31 décembre 2017 et ceux comptabilisés au 30 juin 2018
- (2) Exercice d'évaluation des actifs et passifs identifiables acquis, génération du goodwill
- (3) Effets de l'exercice d'allocation du prix réalisé au 30 juin 2018 sur les comptes 2017

Suez, rapport financier semestriel 2018, p 28-30



## 8. Regroupements d'entreprises : exemples

The provisional fair value adjustment to borrowings is an adjustment of £14.0m to adjust to fair value the book value of Private Placement and Bond borrowings. This adjustment is to reflect the market rate of interest on these borrowings at the acquisition date.

There is a fair value provision of £8.0m in respect of the corporation tax provision relating to potential payments of tax for prior years that may be required to be made to HMRC by acquired UBM companies if the European Commission determines certain UK "controlled foreign company" provisions constitute State Aid that was unlawful under UK law. This amount reflects the Group's assessment of the probability of this contingent liability arising.

Informa Plc, Half-Year Report, p 45-46

Informations narratives sur les évaluations à la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis

L'écart d'acquisition représente notamment le portefeuille de produits futurs en phase de recherche et développement amont non identifiés individuellement à la date d'acquisition, la capacité à renouveler le portefeuille de produits existants en s'appuyant sur une structure spécialisée, les compétences du personnel de Bioverativ, les avantages tirés de la création de nouvelles plateformes de croissance et des synergies futures attendues ainsi que les autres effets bénéfiques liés au regroupement de Bioverativ et Sanofi.

Sanofi, rapport financier semestriel, p 28

Description qualitative de ce que constitue le goodwill

Les différents impacts sur les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2018 peuvent se résumer de la manière suivante (en milliers d'euros) :

	Montant de l'acquisition	Secteur d'activité	Zone géographique	Méthode de consolidation retenue	1er semestre 2018 Chiffre d'affaires Résultat net Données consolidées (1)		Pourcentage détenu Contrôle Intérêts	
BILLMAT	2 902	Négoce	France	IG	5 104	41	65,00	58,37
ETS MARTIN	680	Négoce	France	IG	723	12	100,00	100,00

(1) : Hors produit de réévaluation BILLMAT de 218 milliers d'euros (cf. note 04.3).

Si ces acquisitions étaient intervenues au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les effets sur le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe au 30 juin 2018 auraient été les suivants :

(Données en milliers d'euros)	Chiffre d'affaires	Résultat net (1)
BILLMAT	7 573	41
ETS MARTIN	1 407	19

(1) : Hors produit de réévaluation BILLMAT de 218 milliers d'euros (cf. note 04.3).

Samse, rapport financier 30 juin 2018, p 9

Contributions de l'acquése au chiffre d'affaires et résultat du groupe depuis l'acquisition, et si l'acquisition avait eu lieu à l'ouverture de la période

**Update on deferred and contingent consideration paid in H1 2018 relating to business combinations completed in prior years.**

In the 6 months ended 30 June 2018 there were contingent and deferred net cash payments of £11.9m relating to acquisitions completed in prior years.

Informa Plc, Half-Year Report, p 45-46

Informations sur les paiements de la période relatifs aux précédentes acquisitions

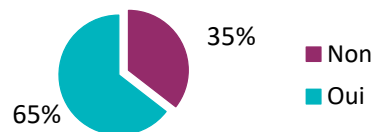
# ÉVALUATION D'ACTIFS



9

# 9. Immobilisations corporelles et incorporelles : variations (IAS 34 § 15B d)

## Informations sur les variations des immobilisations incorporelles et corporelles (hors goodwill) sur le semestre :



- ✓ Les immobilisations corporelles et incorporelles ont varié significativement pour 48% des sociétés ne présentant pas de note relative aux variations des immobilisations corporelles et incorporelles.
- ✓ L'information présentée prend généralement la forme de tableaux de variations, et/ou de commentaires narratifs sur la nature des principaux investissements ou désinvestissements. Certaines sociétés précisaient la nature des autres variations telles que les effets de change.
- ❖ Les sociétés ne semblent pas faire de lien systématique entre la significativité des mouvements des immobilisations sur la période intermédiaire et la présentation, ou non, d'une information y afférente. Lorsque l'information était donnée, les commentaires narratifs accompagnant les données chiffrées facilitaient la compréhension des évolutions en lien avec l'activité ou la stratégie de la société.

## Tableau de variation des immobilisations corporelles, avec une décomposition par typologie spécifique à l'activité

La variation des immobilisations corporelles au cours du semestre s'analyse de la façon suivante :

Valeur brute (en millions d'euros)	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Agencements, matériels et installations			Immobilisations en-cours	Autres immobilisations corporelles	Total
				Magasins	Production, logistique	Autres			
Au 31 décembre 2017	2 538	6 169	819	7 889	2 572	1 286	786	1 932	23 991
Acquisitions	1	130	-	192	60	25	486	52	946
Variation de la valeur de marché des terres à vignes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions, mises hors service	-	(28)	-	(155)	(21)	(13)	(1)	(13)	(231)
Effets des variations de périmètre	-	-	-	1	-	-	-	5	6
Effets des variations de change	(3)	61	6	101	1	11	2	4	183
Autres mouvements, y compris transferts	(7)	281	(252)	202	29	(13)	(237)	(11)	(8)
Au 30 juin 2018	2 529	6 613	573	8 230	2 641	1 296	1 036	1 969	24 887

LVMH, rapport financier semestriel 2018, p 34

## Commentaires sur les variations et lien avec les activités du groupe

Au sein du poste « Autres immobilisations corporelles » figurent notamment les œuvres d'art détenues par le Groupe.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluent principalement les investissements des marques du Groupe dans leurs réseaux de distribution, notamment ceux de Sephora, Louis Vuitton, Parfums Christian Dior, Christian Dior Couture et Bvlgari. Ils comprennent également les investissements des marques de champagne et de Hennessy dans leur outil de

production, les investissements liés aux projets de La Samaritaine et du Jardin d'Acclimatation, ainsi que des investissements immobiliers.

Les effets des variations de change proviennent principalement des immobilisations corporelles comptabilisées en dollar US, en raison de l'évolution de sa parité vis-à-vis de l'euro entre ouverture et clôture.

LVMH, rapport financier semestriel 2018, p 34

# 9. Evaluations d'actifs non-financiers : Evaluation des goodwill et actifs immobilisés (IAS 34 § 15B b)

- ✓ **Points-clés de l'audit** : L'évaluation des goodwill, et/ou des immobilisations incorporelles ou corporelles (hors goodwill), constituait des points clés de l'audit des CAC lors de la clôture annuelle précédente pour respectivement 67% et 44% des sociétés de l'échantillon.
- ✓ **Jugements et estimations** : L'évaluation de ces éléments a été indiqué comme nécessitant l'exercice de jugements et estimations spécifiques pour l'établissement des comptes semestriels par 5% des sociétés de l'échantillon.
- ❖ **Il ne semble pas y avoir de lien direct entre le niveau d'information fournie au semestre sur l'évaluation des goodwill et le fait que cette thématique représentait un point-clé de l'audit lors de la clôture annuelle précédente.**

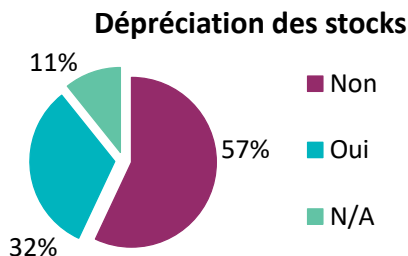
- ✓ **Evaluation et informations dans les comptes semestriels :**

Aucune information fournie sur l'évaluation des goodwill	56%
Mention de l'absence d'indice de perte de valeur	29%
Réalisation de tests de dépréciation ayant généré la comptabilisation de pertes de valeur	11%
Réalisation de tests de dépréciation sans générer de pertes de valeur	4%

- ✓ Parmi les sociétés de l'échantillon n'ayant pas présenté d'information relative à l'évaluation du goodwill, une variation significative du poste a été observée pour 26%.
- ✓ Informations souvent fournies par les sociétés ayant réalisé des tests de dépréciation : nature des indices de pertes de valeur observées.
- ✓ Informations parfois présentées : hypothèses chiffrées retenues et analyses de sensibilité.

## 9. Evaluations d'actifs non-financiers : Dépréciations des stocks (IAS 34 § 15B a)

### ➤ Informations sur les stocks dans les annexes des comptes semestriels



Les sociétés du secteur de l'automobile, de l'aéronautique et du luxe, sont celles qui ont le plus souvent présenté des développements concernant les stocks, en lien avec la matérialité de ces éléments à leur bilan.

- ✓ Les sociétés de l'échantillon ne semblent pas avoir fait de lien direct entre la matérialité du solde et des mouvements de stocks de la période intermédiaire et la présentation d'une information y afférente : pour un tiers des sociétés ne présentant pas d'informations sur les stocks, le poids du poste ou sa variation s'avèrent significatifs à la clôture intermédiaire.
- ✓ **Points-clés d'audit** : l'évaluation des stocks constituait un point clé de l'audit des CAC lors de la clôture annuelle précédente pour 10% des sociétés de l'échantillon. Une minorité d'entre elles ont fourni une information relative aux stocks dans les comptes semestriels.
- ✓ **Jugements et estimations** : 2% des sociétés ont indiqué l'évaluation des stocks comme nécessitant l'exercice de jugements et estimations spécifiques pour l'établissement des comptes semestriels. La moitié d'entre elles ont fourni des informations sur leurs stocks.

- ✓ L'information présentée consiste généralement en une décomposition de la valeur des stocks par nature. Ces décompositions ne distinguaient pas toujours les valeurs brutes et les dépréciations.
- ❖ Une information quantitative ou narrative détaillant les différentes sources de variation des stocks sur la période intermédiaire a été présentée par quelques sociétés, permettant de faire davantage le lien avec les activités des sociétés ou certains faits significatifs.

### Commentaires narratifs accompagnant les variations chiffrées des stocks sur la période

This increase is chiefly the result of the following factors:

- Higher inventories of finished products held by the Canadian subsidiary, due to seasonal factors that characterize its business, involving an increase in cheese production in the first six months of the year, in anticipation of higher sales later in the year. This increase is also due to a program (so-called Plan B) operated by the government entity that regulates the management of milk quotas, the Canadian Dairy Commission ("CDC"), pursuant to which, in order to mitigate seasonality problems, processor companies are required to purchase surplus milk produced by farmers in Ontario. The butter produced under this program can be sold to the CDC and bought back by the processors during the year, as needed.
- Higher investments in aged cheese carried out during the first half of the year in South Africa.

This increase was offset in part by a reduction in inventories of powdered milk held by the Australian subsidiary, resulting from an increase in sales of powdered milk, and by negative translation differences caused by the appreciation of the euros versus the currencies of the main countries where the Group operates.

Parmalat Group, Interim Financial Report 2018, p 83



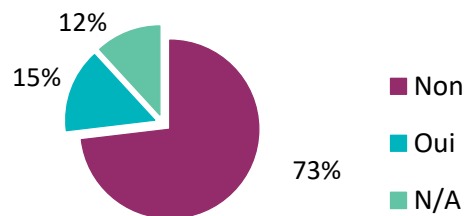
# AUTRES INFORMATIONS



10

# 10. Participations mises en équivalence, et participations ne donnant pas le contrôle

## Développement concernant les participations mises en équivalences



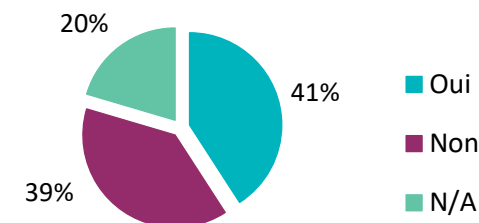
- ✓ Pour les sociétés ne présentant pas d'informations spécifiques sur les participations mises en équivalence, le poids de ces dernières est significatif au bilan dans un tiers des cas.

- ✓ Les informations souvent fournies par les sociétés de l'échantillon sont :
  - Des informations narratives sur la composition des participations mises en équivalence,
  - Un tableau de variation des participations dans les entreprises associées.

Le niveau d'informations est toutefois variable selon les sociétés.

- ✓ Les informations parfois fournies par les sociétés de l'échantillon sont :
  - Des informations sur l'évaluation de ces participations à la clôture intermédiaire
  - Des informations financières résumées sur les participations (de façon individuelle pour les plus significatives et agrégée pour le reste)
  - La distinction des informations fournies par typologie : coentreprises vs entreprises associées

## Développement concernant les participations ne donnant pas le contrôle



- ✓ Pour les sociétés ne présentant pas d'informations spécifiques sur les participations donnant le contrôle, le poids et la variation sont significatives dans 18% des cas.

- ✓ Les informations souvent fournies par les sociétés de l'échantillon sont :
  - Des informations, le plus souvent narratives, sur l'évolution des participations ne donnant pas le contrôle,
  - Les noms des filiales ayant des minoritaires significatifs, avec parfois leurs quotes-parts dans les capitaux propres ou le résultat net attribuables aux minoritaires.

- ✓ Les informations parfois fournies par les sociétés de l'échantillon sont :
  - Les dividendes versés aux actionnaires minoritaires,
  - Les informations financières résumées sur les filiales présentant des minoritaires significatifs.

# 10. Informations relatives aux participations mises en équivalence : exemples

## Variations de la période

1

(en millions d'euros)	30/06/2018			31/12/2017		
	Entreprises associées	Coentreprises	Total	Entreprises associées	Coentreprises	Total
<b>Valeur des titres en début de période</b>	<b>1 127</b>	<b>446</b>	<b>1 573</b>	<b>1 083</b>	<b>423</b>	<b>1 505</b>
dont concessions	722	333	1 054	688	320	1 008
dont contracting	403	87	490	393	83	476
dont VINCI Immobilier	2	27	29	4	20	24
Augmentation de capital des sociétés mises en équivalence	-	-	-	11	32	43
Part du Groupe dans les résultats de la période	36	45	81	118	29	146
Part du Groupe dans les autres éléments du résultat global de la période	3	29	31	(7)	62	55
Dividendes distribués	(39)	(99)	(138)	(77)	(106)	(184)
Variations de périmètre et autres (*)	(29)	(24)	(53)	(4)	(43)	(47)
Reclassements (**)	30	27	57	4	51	54
<b>Valeur des titres en fin de période</b>	<b>1 128</b>	<b>423</b>	<b>1 552</b>	<b>1 127</b>	<b>446</b>	<b>1 573</b>
dont concessions	727	316	1 043	722	333	1 054
dont contracting	398	88	484	403	87	490
dont VINCI Immobilier	2	22	24	2	27	29

(\*) Y compris l'impact de la première application au 1<sup>er</sup> janvier 2018 d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » pour un montant total de 24 millions d'euros.

(\*\*) Reclassements en provisions pour risques financiers des quotes-parts de situation nette négatives des sociétés mises en équivalence.

Nota : les définitions des entreprises associées et coentreprises sont présentées en note A.2. Méthodes de consolidation.

Informations sur les sources de variation de la valeur des titres sur la période intermédiaire, avec une distinction entreprises associées vs coentreprises, et une décomposition par branche d'activité (1)

Informations concernant l'évaluation d'une participation associée significative sur la période intermédiaire (2), (4) et opérations avec la participation (3)

Vinci, rapport financier semestriel, p 46

## E. Valorisation de la participation de Renault dans Nissan sur la base du cours de Bourse

Sur la base du cours de Bourse de l'action Nissan au 30 juin 2018, soit 1 078 yens par action, la participation de Renault dans Nissan est valorisée à 15 303 millions d'euros (15 244 millions d'euros au 31 décembre 2017 sur la base d'un cours à 1 123,5 yens par action).

## F. Test de perte de valeur de la participation dans Nissan

Au 30 juin 2018, la valorisation boursière est inférieure de 23,6 % à la valeur de Nissan à l'actif de la situation financière de Renault (20,3 % au 31 décembre 2017).

Conformément à l'approche décrite dans les règles et méthodes comptables (note 2-M de l'annexe aux comptes consolidés 2017), un test de dépréciation avait été réalisé au 31 décembre 2017. Un taux d'actualisation après impôts de 8,1 % et un taux de croissance à l'infini de 4,2 % avaient été retenus pour calculer la valeur d'utilité. La valeur terminale avait été calculée sur la base d'hypothèses de rentabilité en cohérence avec les données historiques de Nissan et avec des perspectives à moyen terme équilibrées. Sur la base des résultats du test de dépréciation de décembre 2017 et des résultats

du 1<sup>er</sup> semestre 2018, il n'a pas été jugé nécessaire d'en refaire un au 30 juin 2018. Le test réalisé au 31 décembre 2017 n'avait pas conduit à la constatation de perte de valeur de la participation dans Nissan.

## G. Opérations entre le Groupe Renault et le Groupe Nissan

G1. Opérations entre le Groupe Renault hors AVTOVAZ et le Groupe Nissan  
Le secteur Automobile hors AVTOVAZ intervient à deux niveaux dans ses opérations avec Nissan :

- Sur le plan industriel, les partenaires réalisent ensemble des productions croisées de véhicules et organes dans les usines de l'Alliance.
  - Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, les ventes réalisées par le secteur Automobile hors AVTOVAZ à Nissan et les achats effectués par le secteur Automobile hors AVTOVAZ auprès de Nissan sont estimés à, respectivement, environ 2,2 et 1,2 milliards d'euros (respectivement 5,0 et 2,4 milliards d'euros en 2017, dont 2,4 et 1,2 milliards d'euros au 1<sup>er</sup> semestre).
  - Au 30 juin 2018, le solde des créances du secteur Automobile hors AVTOVAZ sur le Groupe Nissan s'élève à 873 millions d'euros et

Renault, rapport d'activité 1<sup>er</sup> semestre 2018, p 48

Au 31 décembre 2017, le Groupe avait constaté une perte de valeur sur sa participation dans CENG de (491) millions d'euros (dont (341) millions d'euros déjà comptabilisés au 30 juin 2017).

Cette perte de valeur avait été déterminée selon la méthodologie usuelle du Groupe. Elle résultait :

- de la révision à nouveau à la baisse des scénarios de prix long terme publiés par les organismes externes (ABB IHS Cera EIA) ; les données publiées à l'automne 2017 étant encore en-deçà de celles publiées au printemps 2017 ;
- de la baisse des prix de marché de court terme entraînés par le recul continu des prix du gaz tout au long de l'année (baisse d'environ 4 % en moyenne des prix de l'électricité sur l'horizon de marché entre le premier et le second semestre).

Au 30 juin 2018, le test de dépréciation réalisé n'a pas conduit à la comptabilisation d'une perte de valeur complémentaire.

Pour rappel, le calcul de la valeur d'utilité est sensible à plusieurs hypothèses notamment la pérennité du mécanisme ZEC correspondant à un programme de subvention aux centrales nucléaires « Zero Emission Credit » (ZEC) mis en œuvre dans l'État de New York qui apporte un complément de revenus aux centrales de Ginna et Nine Mile Point. Ce dispositif fait actuellement l'objet de recours judiciaires et législatifs et pourrait donc être remis en cause.

Par ailleurs, plusieurs hypothèses structurantes pour la valorisation de cette participation restent sujettes à incertitudes (environnement de marché, cadre législatif, évolution des politiques énergétiques, absence de contrôle exercé par le Groupe pour définir la stratégie...). Le calcul de la valeur recouvrable intègre en conséquence une prime de risque spécifique au titre de l'actif CENG.

EDF, comptes consolidés au 30 juin 2018, p 38



# 10. Informations relatives aux participations mises en équivalence : exemples

Éléments de résultat à 100 %	En millions d'euros		
	1er semestre	1er semestre	2017
	2018	2017	
Chiffre d'affaires	2 286	2 140	5 404
Résultat opérationnel courant	4	(118)	59
Résultat opérationnel <sup>(1)</sup>	21	(91)	(138)
<i>Dont amortissements et dépréciations</i>	<i>(145)</i>	<i>(160)</i>	<i>(548)</i>
Résultat financier	9	17	51
Impôt	(5)	24	26
Résultat net	25	(50)	(61)
Quote part du Groupe PSA dans le résultat net (résultat des mises en équivalence)	12	(25)	(30)
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-
Autres informations			
Dividende net reçu de(s) la co-entreprise(s) par le Groupe PSA	-	200	200

Peugeot, rapport financier semestriel 2018, p 45-46

Informations financières résumées des principales participations, avec une information comparative

Les principaux indicateurs financiers de CENG (données à 100 %) sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2018	31/12/2017
Actifs non courants	7 623	7 370
Actifs courants	928	965
<b>Total actif</b>	<b>8 551</b>	<b>8 335</b>
Capitaux propres	3 186	2 989
Passifs non courants	5 045	5 030
Passifs courants	320	316
<b>Total des capitaux propres et du passif</b>	<b>8 551</b>	<b>8 335</b>

EDF, comptes consolidés semestriels au 30 juin 2018, p 37

Autres informations : engagements donnés ou engagements pris par les entreprises associées et coentreprises

## Engagements donnés au titre des entreprises associées et coentreprises

Au 30 juin 2018, les engagements de mises de fonds pris par le Groupe dans les sociétés mises en équivalence (capital et/ou prêts d'actionnaires) s'élèvent à 110 millions d'euros (126 millions d'euros au 31 décembre 2017). Ces engagements concernent principalement les sociétés de projet de la branche concessions, notamment Via 40 Express, société concessionnaire de l'autoroute entre Bogotá et Girardot en Colombie, et Regina Bypass, qui porte le contrat de partenariat public-privé de l'autoroute de contournement de Regina au Canada, dont les engagements de mise de fonds s'élèvent respectivement à 52 millions d'euros et 22 millions d'euros au 30 juin 2018 (50 millions d'euros et 22 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Par ailleurs, des sûretés réelles ont été accordées sous forme de nantissement de titres de sociétés consolidées par mise en équivalence. Le montant des titres nantis au 30 juin 2018, en valeur nette comptable, s'élève à 27 millions d'euros et concerne notamment les titres des sociétés WVB East End Partners (société concessionnaire du projet Ohio River Bridges – East End Crossing aux États-Unis) pour 16 millions d'euros et SMTPC (société concessionnaire du tunnel routier Prado-Carénage à Marseille) pour 10 millions d'euros.

Vinci, rapport semestriel au 30 juin 2018, p 47

# 10. Participations ne donnant pas le contrôle : exemples

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 déc. 2017	30 juin 2017
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1 408</b>	<b>1 510</b>	<b>1 510</b>
Part des minoritaires dans le résultat	288	475	214
Dividendes versés aux minoritaires	(287)	(261)	(199)
Effets des prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées	(2)	114	36
<i>Dont : Rimowa</i>	-	89	33
<i>Autres</i>	(2)	25	3
Effets des acquisitions et cessions de titres de minoritaires	(14)	(56)	(55)
<i>Dont : Loro Piana</i>	-	(58)	(55)
<i>Autres</i>	(14)	2	-
<b>Total des effets des variations de pourcentage d'intérêt dans les entités consolidées</b>	<b>(16)</b>	<b>58</b>	<b>(19)</b>
Augmentations de capital souscrites par les minoritaires	25	44	33
Part des minoritaires dans les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	15	(134)	(88)
Part des minoritaires dans les charges liées aux plans d'options	2	7	1
Effets des variations des intérêts minoritaires bénéficiant d'engagements d'achat	57	(291)	(9)
<b>À la clôture</b>	<b>1 492</b>	<b>1 408</b>	<b>1 443</b>

L'évolution de la part des intérêts minoritaires dans les gains et pertes enregistrés en capitaux propres se décompose ainsi :

(en millions d'euros)	Écarts de conversion	Couvertures de flux de trésorerie futurs en devises et parts inefficaces des instruments de couverture	Terres à vignes	Écarts de réévaluation des avantages au personnel	Total part des minoritaires
Au 31 décembre 2017	46	16	257	(36)	283
Variations de la période	43	(28)	-	-	15
<b>Au 30 juin 2018</b>	<b>89</b>	<b>(12)</b>	<b>257</b>	<b>(36)</b>	<b>298</b>

Evolution des participations ne donnant pas le contrôle, avec une information comparative

Identification des minoritaires et des filiales concernées, contribution aux agrégats du groupe, restrictions éventuelles sur la trésorerie des filiales liées

Ce poste inclut essentiellement la part de Leonardo dans le sous-groupe Thales Alenia Space (33%) et les intérêts de Siemens et Philips Medical Systems International dans la société Trixell SAS (49%).

La contribution de ces minoritaires aux principaux agrégats financiers du Groupe n'est individuellement pas significative.

La trésorerie de ces deux sociétés est exclusivement placée auprès de la Direction de la Trésorerie du Groupe Thales, sans restriction d'utilisation.

Thalès, rapport semestriel 30 juin 2018, p 41

LVMH, rapport financier semestriel 30 juin 2018, p 43

Dividendes versés aux minoritaires, avec un comparatif

(en millions d'euros)	30 juin 2018	30 juin 2017
<b>Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires</b>	<b>244</b>	<b>231</b>
<i>dont Groupe Sonatel</i>	<i>190</i>	<i>186</i>
<i>dont Médi Telecom</i>	<i>20</i>	<i>16</i>
<i>dont Groupe Orange Belgium</i>	<i>14</i>	<i>14</i>
<i>dont Groupe Jordan Telecom</i>	<i>14</i>	<i>11</i>

Orange, rapport financier du 1<sup>er</sup> semestre 2018, p 84

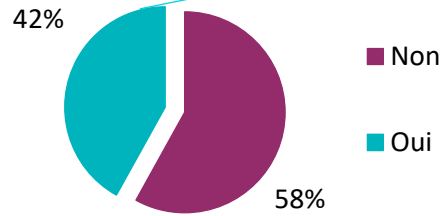
Informations financières résumées des filiales présentant des minoritaires significatifs : flux de trésorerie

En milliers d'euros	30 juin 2018	31 décembre 2017
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	6 610	27 299
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	542	(23 636)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(10 931)	(11 412)
Effet des actifs non courants détenus en vue de la vente	266	(1 745)
Effet de la variation du taux de change	87	(1 104)
<b>Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(3 425)</b>	<b>(10 598)</b>

Devoteam, rapport financier semestriel 30 juin 2018, p 26

# 10. Risques financiers

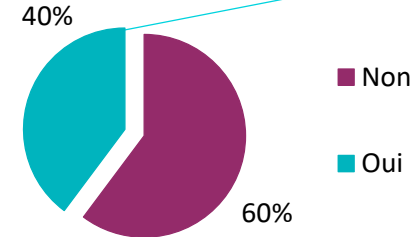
## Développement sur le risque de crédit



### Types d'informations fournies :

- Montant des dépréciations comptabilisées sur les créances
- Ancienneté des créances
- En lien avec la première application d'IFRS 9, principe comptable sur l'évaluation du risque de crédit

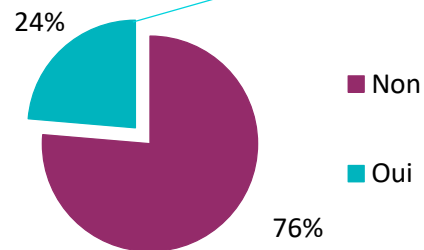
## Développement sur le risque de change



### Types d'informations fournies :

- Opérations de couverture
- Analyses de sensibilité,
- Décomposition des dettes par devise,
- Distinction des informations selon la nature du risque de change (relatif à la détention d'investissements nets à l'étranger ou relatif aux opérations)

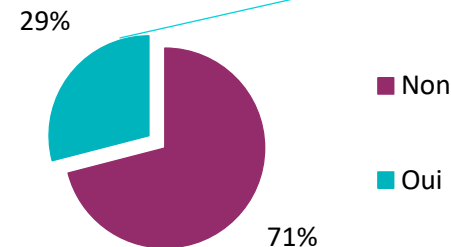
## Développement sur d'autres risques financiers



### Typologie de risques évoqués :

- Risque sur matières premières
- Risque actions
- Risque sur le marché immobilier
- Risque sur la continuité d'exploitation

## Développement sur le risque de taux d'intérêt



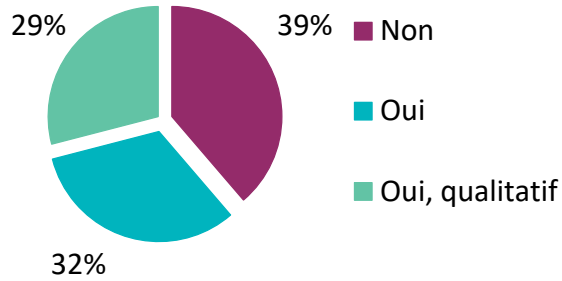
### Types d'informations fournies :

- Opérations de couverture,
- Analyses de sensibilité,
- Décomposition de l'endettement par type de taux

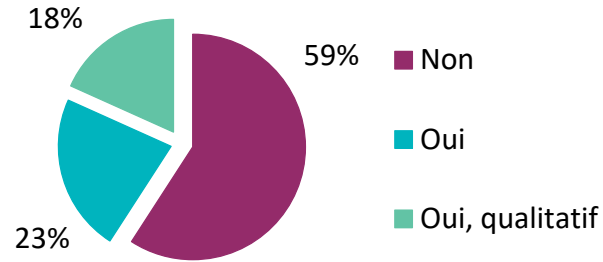
✓ Les informations sur les risques financiers ont été plus souvent observées dans les sociétés des secteurs industrie et immobilier de l'échantillon

# 10. Provisions pour risques et charges, avantages au personnel et retraites

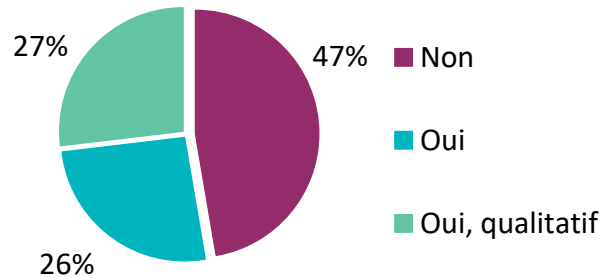
### Information sur les litiges



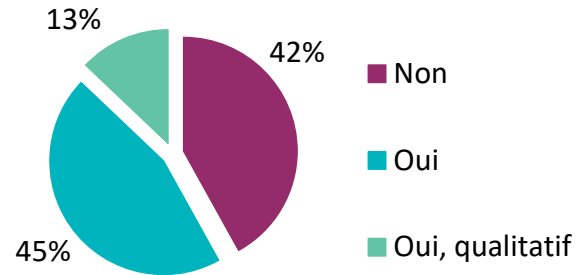
### Information sur les risques fiscaux



### Information sur les procédures d'arbitrage, contingencies



### Autres provisions



Restructuration, Garanties,  
Risques environnementaux...

✓ **Points-clés d'audit** : l'évaluation des provisions pour retraites et engagements du personnel d'une part, et l'évaluation des autres provisions pour risques d'autre part, constituaient des points clés de l'audit des CAC lors de la clôture annuelle précédente pour respectivement 10% et 45 % des sociétés de l'échantillon.

✓ **Informations fournies** :

- 65% des sociétés de l'échantillon ont fourni des développements relatifs aux provisions pour retraites et avantages au personnel. Ces provisions semblaient significatives au regard de leur poids au bilan ou de leur variation pour 40% d'entre elles. Les informations fournies portent principalement sur des tableaux de variations des provisions, accompagnés parfois d'informations relatives aux hypothèses d'évaluation.
- 70% des sociétés ont fourni des informations ad hoc au titre des provisions (hors retraites), présentées sous forme quantitative décomposant les typologies de provisions, et/ou narrative précisant l'évolution des litiges, des procédures en cours ainsi que des passifs éventuels sur la période intermédiaire.

✓ **Jugements et estimations** : 22% de l'échantillon précisent recourir à des jugements et estimations spécifiques aux semestriels pour l'évaluation des provisions pour retraites.

# 10. Juste-valeur des actifs et passifs financiers

## Juste valeur des actifs et passifs financiers

- IAS 34 § 16 A j demande d'indiquer les informations sur la juste valeur des instruments financiers (IFRS 13 et IFRS 7).
- IAS 34 § 15 B h, k et l demandent, en cas d'événements significatifs, d'indiquer :
  - les changements dans la situation et le contexte économique de la société qui influent sur la juste valeur de ses actifs et passifs financiers lorsque ces actifs et passifs sont comptabilisés à la juste valeur ou au coût amorti;
  - les transferts entre niveaux de hiérarchie de la juste valeur pour les instruments financiers évalués à la juste valeur,
  - les changements dans le classement d'actifs financiers en cas d'évolution de leur finalité ou leur utilisation.

- ✓ 52% des sociétés de l'échantillon présentent une information sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.
- ✓ Etaient souvent présentées par les sociétés :
  - les justes valeurs de certains postes d'actifs et de passifs à la date de clôture
- ✓ Etaient moins souvent présentés par les sociétés :
  - le niveau de hiérarchie associé à chaque élément
  - les méthodes d'évaluation de leurs actifs et passifs à la juste valeur

RECONCILIATION OF BALANCE SHEET ITEMS TO CLASSES OF FINANCIAL INSTRUMENTS  
AS OF JUNE 30, 2018

€ million	MEASURED AT FAIR VALUE		MEASURED AT AMORTIZED COST		DERIVATIVE FINANCIAL INSTRUMENTS WITHIN HEDGE ACCOUNTING		NOT WITHIN SCOPE OF IFRS 7		BALANCE SHEET ITEM AT JUNE 30, 2018
	Carrying amount	Carrying amount	Fair value	Carrying amount	Carrying amount	Carrying amount			
<b>Noncurrent assets</b>									
Equity-accounted investments	-	-	-	-	-	-	6,930	-	6,930
Other equity investments	356	-	-	-	-	-	1,165	-	1,521
Financial services receivables	582	75,737	77,654	-	-	-	-	-	76,319
Other financial assets	420	4,027	4,039	-	2,121	-	-	-	6,569
<b>Current assets</b>									
Trade receivables	2	17,620	17,620	-	-	350	-	-	17,989
Financial services receivables	23	52,734	52,734	-	-	-	-	-	52,757
Other financial assets	1,102	11,007	11,007	-	1,857	-	-	-	13,984
Marketable securities	16,475	135	135	-	-	-	-	-	16,610
Cash, cash equivalents and time deposits	-	21,720	21,720	-	-	-	-	-	21,720
<b>Noncurrent liabilities</b>									
Noncurrent financial liabilities	-	81,810	84,310	-	-	-	-	-	83,819
Other noncurrent financial liabilities	754	1,928	1,931	-	378	-	-	-	3,060
<b>Current liabilities</b>									
Put options and compensation rights granted to noncontrolling interest shareholders	-	4,158	4,158	-	-	-	-	-	4,158
Current financial liabilities	-	85,448	85,448	-	-	-	-	-	85,448
Trade payables	-	25,326	25,326	-	-	-	-	-	25,326
Other current financial liabilities	719	7,471	7,471	-	634	-	-	-	8,825

CHANGES IN BALANCE SHEET ITEMS MEASURED AT FAIR VALUE BASED ON LEVEL

€ million	Financial assets measured at fair value	Financial liabilities measured at fair value
Balance at Jan. 1, 2018	823 <sup>1</sup>	765
Foreign exchange differences	-24	1
Total comprehensive income	62	88
recognized in profit or loss	-18	58
recognized in other comprehensive income	80	-
Additions (purchases)	163	6
Sales and settlements	-88	-40
Transfers into level 2	-30	0
Balance at June 30, 2018	907	811
<b>Total gains or losses recognized in profit or loss</b>		
Net other operating expense/income	-18	-88
of which attributable to assets/liabilities held at the reporting date	-21	-94
Financial result	0	0
of which attributable to assets/liabilities held at the reporting date	1	-

1 Value in the opening balance adjusted (see disclosures on IFRS 9).

Volkswagen, Half Year Report, p 52

The following tables contain an overview of the financial assets and liabilities measured at fair value:

FINANCIAL ASSETS AND LIABILITIES MEASURED AT FAIR VALUE BY LEVEL

€ million	June 30, 2018	Level 1	Level 2	Level 3
<b>Noncurrent assets</b>				
Other equity investments	356	84	29	243
Financial services receivables	582	-	-	582
Other financial assets	420	-	366	55
<b>Current assets</b>				
Trade receivables	2	-	-	2
Financial services receivables	23	-	-	23
Other financial assets	1,102	-	1,101	2
Marketable securities	16,475	16,475	-	-
<b>Noncurrent liabilities</b>				
Other noncurrent financial liabilities	754	-	228	526
<b>Current liabilities</b>				
Other current financial liabilities	719	0	434	285

The transfers between the levels of the fair value hierarchy are reported at the respective reporting dates. The transfers out of Level 3 into Level 2 comprise commodity futures for which observable quoted prices are now available for measurement purposes due to the decline in their remaining maturities; consequently, no further extrapolation is required. There were no transfers between other levels of the fair value hierarchy.

Commodity prices are the key risk variable for the fair value of commodity futures. Sensitivity analyses are used to present the effect of changes in commodity prices on earnings after tax and equity.

If commodity prices for commodity futures classified as Level 3 as of June 30, 2018 had been 10% higher (lower), earnings after tax would have been €11 million (previous year: €5 million) higher (lower). The equity is not affected.

The key risk variable for measuring options on equity instruments held by the Company is the relevant enterprise value. Sensitivity analyses are used to present the effect of changes in risk variables on earnings after tax.

If the assumed enterprise values at June 30, 2018 had been 10% higher, earnings after tax would have been €5 million (previous year: €1 million) higher. If the assumed enterprise values at June 30, 2018 had been 10% lower, earnings after tax would have been €8 million (previous year: €1 million) lower.

Residual value risks result from hedging agreements with dealers under which earnings effects caused by market-related fluctuations in residual values that arise from buy-back obligations under leases are borne in part by the Volkswagen Group.

The key risk variable influencing the fair value of the options relating to residual value risks is used car prices. Sensitivity analyses are used to quantify the effects of changes in used car prices on earnings after tax.

If the prices for the used cars covered by the residual value protection model had been 10% higher as of June 30, 2018, earnings after tax would have been €317 million (previous year: €265 million) higher. If the prices for the used cars covered by the residual value protection model had been 10% lower as of June 30, 2018, earnings after tax would have been €29 million (previous year: €29 million) lower.

If the risk-adjusted interest rates applied to receivables measured at fair value had been 100 basis points higher as of June 30, 2018, earnings after tax would have been €7 million lower. If the risk-adjusted interest rates as of June 30, 2018 had been 100 basis points lower, earnings after tax would have been €7 million higher.

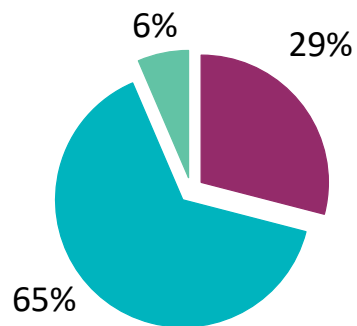
Exemple d'informations relatives à la juste valeur : valeur comptable / juste valeur (1), tableau de variation des instruments en niveau 3 (2), niveau de juste valeur (3), informations narratives avec des analyses de sensibilité (4)

# 10. Dividendes

## Dividendes (IAS 34 § 16A f)

- IAS 34 demande une information sur les dividendes versés aux actionnaires sur l'exercice, de façon agrégée ou par action - séparément pour les actions ordinaires et les autres actions

### Développement concernant les dividendes



- Information au sein du tableau de variation des capitaux propres
- Note annexe spécifique sur les dividendes
- Absence de distribution de dividendes sur la période

- ✓ Certaines sociétés ont fourni une information *ad hoc* en annexe afin de préciser par exemple le montant de dividendes par action (le cas échéant par typologie d'actions : ordinaires, actions de préférence, etc.), les modalités de versement de ces dividendes (en numéraire, en actions, échancier de paiement), les décisions prises en la matière impactant les états financiers.

Exemple d'informations relatives aux dividendes, faisant un lien entre les décisions, les dettes comptabilisées et les flux de trésorerie de la période, avec une information comparative

9. Dividends	Half year ended 31 Dec 2018		Half year ended 31 Dec 2017		Year ended 30 June 2018	
	Per share US cents	Total US\$M	Per share US cents	Total US\$M	Per share US cents	Total US\$M
Dividends paid during the period <sup>(1)</sup>						
Prior year final dividend	63.0	3,356	43.0	2,291	43.0	2,291
Interim dividend	N/A	-	N/A	-	55.0	2,930
	<b>63.0</b>	<b>3,356</b>	<b>43.0</b>	<b>2,291</b>	<b>98.0</b>	<b>5,221</b>

(1) 5.5 per cent dividend on 50,000 preference shares of £1 each determined and paid annually (31 December 2017: 5.5 per cent; 30 June 2018: 5.5 per cent).

Dividends paid during the period differs from the amount of dividends paid in the Cash Flow Statement as a result of foreign exchange gains and losses relating to the timing of equity distributions between the record date and the payment date.

On 17 December 2018, BHP Group Limited and BHP Group Plc determined a special dividend of US\$1.02 per share (US\$5.2 billion), which was paid on 30 January 2019 related to the disbursement of proceeds from the disposal of Onshore US. Special dividends determined are not recorded as a liability at the end of the period while they remain at the discretion of the Directors.

Interim and final dividends are determined after period-end and contained within the announcement of the results for the period. Interim dividends are determined in February and paid in March. Final dividends are determined in August and paid in September. Dividends determined are not recorded as a liability at the end of the period to which they relate. Subsequent to the half year, on 19 February 2019, BHP Group Limited and BHP Group Plc determined an interim ordinary dividend of 55.0 US cents per share (US\$ 2,781 million), which will be paid on 26 March 2019 (31 December 2017: interim dividend of 55.0 US cents per share – US\$2,928 million; 30 June 2018: final dividend of 63.0 US cents per share – US\$3,354 million).

At 31 December 2018, BHP Group Limited had 2,945 million ordinary shares on issue and held by the public and BHP Group Plc had 2,112 million ordinary shares on issue and held by the public. No shares in BHP Group Limited were held by BHP Group Plc at 31 December 2018 (31 December 2017: nil; 30 June 2018: nil).

BHP, Half Year Report as at 31 dec 2018, p 39

#### c) Distribution de dividendes de la société mère

Les montants unitaires des dividendes mis en distribution s'élèvent à 1,60 € et 1,75 € au titre des exercices 2016 et 2017. Les distributions des années 2017 et 2018 sont décrites ci-après :

Année	Décision	Nature	Dividende par action (en €)	Date de mise en paiement	Modalités de distribution	Total (en M€)
2018	Assemblée générale du 23 mai 2018	Solde 2017	1,30 €	juin 2018	numéraire	275,8 M€
	<b>Distributions de dividendes au 1<sup>er</sup> semestre 2018</b>					
2017	Conseil d'administration du 28 septembre 2017	Acompte 2017	0,45 €	déc. 2017	numéraire	95,2 M€
	Assemblée générale du 17 mai 2017	Solde 2016	1,20 €	juin 2017	numéraire	253,7 M€
<b>Distributions de dividendes en 2017</b>						<b>348,9 M€</b>

Thalès, rapport financier semestriel, p 27

## Contacts:

### **Direction des affaires comptables**

Tél: 01 53 45 62 95

### **Direction de la communication**

Tél: 01 53 45 60 25